

# LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 198 – Décembre 2011

0,80 €

## L'Europe déchirée par la crise économique



A gauche : Manifestation le 19 octobre de travailleurs de la santé à Athènes contre les mesures d'austérité, pendant une grève générale de deux jours. Ci-dessus : La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy au récent sommet du G20 à Cannes.

Cet article a été écrit par nos camarades du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD).

\* \* \*

La crise économique qui s'aggrave de jour en jour en Europe constitue une expression particulièrement grave de

la crise capitaliste mondiale. Elle a éclaté au printemps 2010 quand le capital financier international, qui craignait que la

Grèce lourdement-endettée ne fasse défaut sur ses emprunts, a commencé à boudier les bons du Trésor grecs. Cette défiance s'est étendue d'abord au Portugal et à l'Irlande et ensuite à l'Espagne et à l'Italie, deux pays au poids économique bien plus important qui peinent maintenant tous deux à refinancer leur dette. Et aujourd'hui c'est la France, qui avec l'Allemagne constitue l'épine dorsale de l'Union européenne (UE), qui est menacée d'une dégradation de sa dette souveraine. Les efforts désespérés de l'UE pour mettre en place de nouveaux « plans de sauvetage », tout comme de futiles appels du pied au Brésil et à



la Chine pour que ceux-ci viennent apporter leur contribution, se sont tous avérés insuffisants. Le titre d'un article du bulletin d'information financière *Eurointelligence* (22 novembre) évoque le « déraillement au ralenti » de l'euro, de la zone euro (constituée

des 17 pays de l'UE qui ont adopté l'euro comme monnaie commune), et probablement de l'UE elle-même.

La crainte d'une « crise de liquidités » en Europe a déstabilisé les marchés financiers internationaux et menace de précipiter l'économie mondiale dans une nouvelle récession de grande ampleur. Aux Etats-Unis, les banques réduisent leur portefeuille de bons du Trésor des pays européens tandis que les fonds d'investissement ferment le robinet du crédit pour les banques en Europe. Cela a contraint les banques européennes à durcir leurs conditions de prêt, à mettre en réserve davantage de capital pour renforcer leur bilan et à refuser des financements à des clients de longue date. Les gouvernements promettent des réductions budgétaires toujours plus drastiques, dans l'espoir d'apaiser les marchés financiers. Tout ceci a pour effet « une crise de liquidités et une compression de la demande globale qui précipite l'Europe dans la réces-





Reuters

30 novembre : Manifestation des employés du secteur public britannique à Londres ; ils ont été plus de deux millions à faire grève contre les coupes sombres dans le budget et les services publics.

sion » (*The Economist*, 26 novembre). En septembre, les commandes industrielles dans la zone euro ont chuté de 6,8 %, la plus forte diminution depuis décembre 2008.

Les politiciens bourgeois allemands avaient commencé par refuser d'admettre la possibilité d'un défaut de paiement de la Grèce, de peur que cela ne déstabilise l'euro – et à présent la chancelière allemande Angela Merkel menace ouvertement d'expulser la Grèce de la zone euro. L'Allemagne et la France ont fait une déclaration commune le 5 décembre appelant à amender le traité de l'UE pour introduire un contrôle plus centralisé de la zone euro, ainsi que des sanctions supplémentaires contre les pays qui violeraient les règles de la « discipline budgétaire ».

Ces dernières semaines, plusieurs gouvernements ont été débarqués sans ménagement : ils ne mettaient pas assez de zèle à imposer l'austérité capitaliste. En Grèce, le Premier ministre Georges Papandréou, du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), un parti bourgeois, avait vu fondre sa crédibilité face à une population exaspérée par ses mesures d'austérité ; il a été éjecté du pouvoir grâce à une révolution de palais fomentée par les dirigeants de l'UE et par ses adversaires en Grèce, dont des membres de son propre parti, après avoir suggéré la tenue d'un référendum sur la politique économique. Le nouveau gouvernement, auquel participent maintenant le principal parti d'opposition, Nouvelle Démocratie, ainsi que le PASOK et le LAOS, un petit parti infesté de fascistes, s'est engagé à poursuivre le programme d'austé-

rité. Des méthodes similaires ont été utilisées pour se débarrasser de Silvio Berlusconi en Italie. En Espagne, le mécontentement provoqué par les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement PSOE (Parti socialiste ouvrier) de José Luis Rodríguez Zapatero a conduit à la victoire électorale du Parti populaire, le parti de droite de Mariano Rajoy.

Ce qui préoccupe les différentes fractions de la bourgeoisie dans les pays les plus puissants de l'UE, ce n'est pas du tout comment venir au secours des pays comme la Grèce, mais comment renflouer leurs propres banques. Toutes sont d'accord sur une chose : les travailleurs et les pauvres doivent payer pour la crise capitaliste. En tant que puissance dominante de l'UE, au final c'est l'Allemagne qui décide – et c'est par conséquent Merkel qui prescrit des budgets d'austérité draconiens aux pays endettés qui sollicitent une aide financière. Les gouvernements rivalisent de coupes sombres dans les dépenses, avec à la clé des licenciements de fonctionnaires, des réductions de salaires et de

dépenses sociales, des privatisations, etc. En Grèce, les salaires ont baissé de 15,4 %, tandis que le taux de chômage officiel dépasse désormais 18 %. En Espagne, il atteint presque 25 %.

En tant qu'internationalistes trotskystes, nous sommes par principe opposés à l'UE et à toutes les autres alliances impérialistes. Nous nous sommes opposés à la création de l'euro, car nous savions que celui-ci serait un instrument aux mains des impérialistes de l'UE. Nous nous sommes aussi opposés à l'extension de l'UE vers l'Est, parce qu'il était clair que cette extension serait synonyme d'une exploitation accrue des travailleurs d'Europe de l'Est. En même temps, nous luttons contre les discriminations chauvines qui frappent en Europe de l'Ouest les travailleurs originaires d'Europe de l'Est.

En tant que marxistes, nous savons qu'une alliance ou un bloc impérialiste peut durer un certain temps, mais que le capitalisme est basé sur des Etats-nations et que ces alliances finissent donc nécessairement par éclater sous le poids de leurs propres contradictions. Fondamentalement, nous sommes contre le capitalisme et l'impérialisme, et notre opposition à ces alliances vient de là. Nous luttons pour l'expropriation de la bourgeoisie par une révolution socialiste et pour une économie planifiée au niveau international qui permettra de dépasser les limites de l'Etat-nation. Notre mot d'ordre, ce sont des **Etats-Unis socialistes d'Europe !**

A ce jour, la classe ouvrière grecque a mené 14 grèves générales d'un ou deux jours pour essayer de repousser l'offensive conjointe des impérialistes européens et de sa propre bourgeoisie. Ces grèves gênent la mise en œuvre par le gouvernement des mesures d'austérité, mais les attaques contre l'emploi et le niveau de vie continuent à pleuvoir. A Rome, une manifestation a rassemblé le 15 octobre des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes contre le gouvernement totalement discrédité de Berlusconi et les mesures qu'il essayait d'imposer, comme les privatisations et l'augmentation de l'âge de la retraite. Après la chute de Berlusconi, les dirigeants de l'opposition de centre-gauche ont accordé leur soutien au nouveau gouvernement, au nom de l'unité nationale ; il va imposer exactement les mêmes mesures d'austérité que celles contre lesquelles les masses

Suite page 21

## LE BOLCHEVIK 4

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Xavier Brunoy  
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1000 €. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0915 P 11506. Distribué par Presstalis.  
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan  
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

## De Hollande à Mélenchon et Besancenot, les sociaux-démocrates français les ont soutenus :

# Les « révolutionnaires » de Sarkozy et de l'OTAN prennent le pouvoir en Libye

Le 20 octobre passaient en boucle sur les écrans dans le monde entier les images insoutenables du lynchage de Mouammar Kadhafi par les suppôts de l'OTAN. Les chefs des puissances impérialistes, dont les armées bombardaient la Libye sans relâche depuis des mois, ont applaudi l'assassinat de Mouammar Kadhafi et d'un de ses fils en le présentant comme une victoire pour la « démocratie ». Sarkozy a déclaré dans un communiqué spécial qu'« une page nouvelle s'ouvrait pour le peuple libyen, celle de la réconciliation dans l'unité et la liberté » – tandis que Brice Hortefeux, son ex-ministre de la police, voyait dans ce spectacle barbare la confirmation éclatante que Sarkozy était rien moins que « le champion du monde des droits de l'Homme ». Un autre fils de Kadhafi, Saïf al-Islam, a été ensuite capturé ; il risque la mort. Le pays est plus divisé que jamais, certains témoignages faisant état de combats à l'arme lourde entre milices tribales et autres groupes rivaux, qui tous cherchent à s'assurer une part plus importante des miettes que leur laisseront les impérialistes dans la Libye « nouvelle ».

La guerre de l'OTAN contre la Libye a mis à nu la réalité du système impérialiste : une poignée de pays capitalistes avancés terrorisent et asservissent les sociétés plus faibles et moins développées. La « démocratie » dont se gargarisent les dirigeants impérialistes se mesure au nombre de cadavres d'immigrés africains noirs raflés pendant et après la victoire des rebelles. Amenés d'abord en Libye sous le régime de Kadhafi pour y servir de main-d'œuvre bon marché, ils ont été ensuite accusés d'être des « mercenaires pro-Kadhafi ». Une des premières choses que faisaient les rebelles après s'être emparés d'une zone contrôlée auparavant par les forces pro-Kadhafi, c'était de se livrer à des pogromes contre ces Africains noirs, et de plus en plus aussi contre les Libyens à la peau trop foncée.

En se livrant à ces actes de vendetta, les forces hétéroclites portées au pouvoir par les impérialistes de l'OTAN sont restées fidèles à la fois à leurs propres valeurs réactionnaires et à celles de leurs parrains « démocratiques ». La France est un enfer si l'on appartient aux minorités ethniques, en particulier les jeunes qui subissent la répression quotidienne des flics et la montée du chômage, tandis que le gouvernement s'enorgueillit de dépasser son objectif d'expulser 30 000 immigrés cette année. En annonçant ses « résultats », le flic en chef Guéant déclarait : « Nous voulons que la France reste la France. » De l'autre côté de la Manche, le Premier Ministre britannique David Cameron, en représailles à la révolte contre



Reuters

Tripoli, 25 août : des travailleurs africains noirs sont encerclés par les « rebelles » armés par les impérialistes. Beaucoup d'immigrés africains, accusés d'être des « mercenaires pro-Kadhafi » ont été arrêtés, souvent exécutés.

la terreur policière raciste et l'austérité qui avait secoué les villes d'Angleterre, a lancé en août dernier une vaste opération policière au cours de laquelle plus de 2 000 personnes ont été arrêtées.

L'ONU, après avoir donné son approbation aux bombardements terroristes de l'OTAN en Libye, s'est félicitée de la mise en place par les nouveaux dirigeants libyens d'une « commission d'enquête » sur comment Kadhafi est mort après avoir été capturé vivant ; cela montre bien l'hypocrisie qui caractérise l'ONU, ce repaire de brigands impérialistes, de leurs laquais et de leurs victimes. Son « Haut-Commissaire aux droits de l'homme » déclarait : « nous insistons sur la nécessité d'un jugement en bonne et due forme, conformément à la législation internationale ». Demander à la nouvelle équipe dirigeante libyenne – un ramassis d'anciens dignitaires du régime Kadhafi, de monarchistes, d'intégristes islamiques, d'anciens agents de la CIA, de chefs tribaux, etc. – de « faire toute la lumière » sur ce qui s'est passé, qui plus est sous le contrôle en dernier ressort des impérialistes, c'est demander à un psychopathe d'enquêter sur ses propres meurtres !

Les impérialistes sont totalement coupables de l'assassinat de l'ex-numéro un libyen, même d'après leurs propres lois de la guerre, qui ne s'appliquent qu'aux perdants. D'après la presse, un drone américain espionnait le convoi qui avait quitté Syrte avec Kadhafi à bord le 20 octobre. Ce convoi aurait ensuite été bombardé par un Mirage français. Les rebelles libyens – très certainement avec l'appui d'un des commandos des forces spéciales impérialistes qui opéraient au sol – ont alors achevé les survivants, dont Kadhafi.

Dès 1986, les Etats-Unis avaient tenté d'assassiner Kadhafi, alors considéré comme un allié de l'Union soviétique. Une de ses filles avait alors été tuée lors d'un bombardement. Depuis une dizaine d'années, l'homme fort de Tripoli était un allié des impérialistes dans la « guerre contre le terrorisme » ; il leur prêtait ses salles de torture. Il avait aussi signé des accords avec les impérialistes européens pour empêcher l'émigration vers la forteresse Europe raciste. Dès le début de la guerre aérienne de l'OTAN en mars dernier, Kadhafi était une cible à abattre prioritaire et l'OTAN a tenté à plusieurs reprises de l'éliminer.

## Les tueurs impérialistes se déchaînent

Quand la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont commencé leurs bombardements, la Ligue communiste internationale (LCI) a publié, le 20 mars 2011, une déclaration qui appelait à défendre la Libye contre l'attaque impérialiste. Nous appelions « *les travailleurs du monde entier à prendre position pour la défense militaire de la Libye, un pays semi-colonial, contre l'attaque qui a été lancée hier par une coalition de gouvernements impérialistes rapaces [...]. Tout ce que les travailleurs des pays impérialistes entreprendront pour stopper les déprédations et les aventures militaires de leur gouvernement constituera un pas en avant vers leur propre libération de l'exploitation capitaliste, de la misère et de l'oppression.* » Nous notions aussi que l'intervention impérialiste, avec l'approbation des cheikhs, des rois et des bonapartes casqués de la Ligue arabe, conduirait au massacre d'innombrables innocents (voir « Défense de la Libye contre l'attaque impérialiste », le Bolchévik n° 196, juin).

Maintenant qu'ils ont assassiné Kadhafi, les vautours impérialistes se précipitent pour encaisser les dividendes de leur sale guerre. Alors que les chasseurs-bombardiers de l'OTAN continuaient à s'acharner sur les derniers bastions kadhafistes à Syrte et Bani Walid, l'impérialisme français affrétait un avion spécial pour envoyer à Tripoli une délégation de représentants de 80 sociétés de différents secteurs d'activité, dont des entreprises du bâtiment avides de décrocher des contrats pour la « reconstruction » du pays. Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, ne faisait pas mystère de la détermination de la bourgeoisie française à encaisser les bénéfices sonnants et trébuchants de sa sale guerre : « *Même ceux qui n'ont pas voté les frappes de l'Otan quand les Libyens avaient besoin d'eux viennent à la chasse aux contrats ! Alors, pourquoi les Français, qui ont décidé l'Otan à intervenir au moment décisif, s'en priveraient-ils ?* »

Cette pique de Lellouche visait l'Allemagne, mais aussi la Chine ; l'Union européenne (UE), qui reste le principal partenaire commercial de la Libye, cherche à enrayer le développement des relations économiques entre ce pays et l'Etat ouvrier déformé chinois. En 2010, la Chine achetait 10% du brut libyen. En même temps, les alliés de l'OTAN, en particulier la France et l'Italie, sont à couteaux tirés pour savoir qui aura la plus grosse part des richesses pétrolières de Libye. A l'époque où elle était encore la puissance coloniale en Libye, avant la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie avait utilisé des gaz de combat contre des civils libyens et emprisonné plus de 100 000 personnes dans des camps de concentration.

L'héritage de la France en Afrique du Nord est encore plus sanglant ; des centaines de milliers d'Algériens ont été massacrés, torturés et mutilés rien qu'entre 1954 et 1962, pendant la sale guerre coloniale menée par la France. A l'annonce que le « Conseil national de transition » (CNT) avait rebaptisé la place de la Révolution algérienne à Tripoli « place d'Abou



AFP/Lionel Bonaventure

**12 octobre : la guerre n'est pas finie que les patrons français se précipitent en Libye pour récupérer les bénéfices de la sale guerre, emmenés par le secrétaire d'Etat au commerce extérieur Pierre Lellouche (debout).**

Dhabi », quelqu'un faisait remarquer sur le blog « Algeria-Politique » : « *Depuis le 5 juillet 1962, pas un avion français n'a largué ses bombes sur l'Afrique du Nord et ses populations grâce aux sacrifices de générations d'Algériens, mais aussi des autres peuples de la région. Dieu merci et par la grâce de "révolutionnaires" d'un nouveau type, l'erreur a été "réparée" et merci d'avoir débaptisé cette place et je suggère même de la dénommer place des généraux Challe et Morice* » (le Monde, 31 août) ; Challe et Morice étaient deux généraux français dont le rôle a été particulièrement meurtrier pendant la guerre d'Algérie. L'assassinat de Kadhafi coïncidait avec le 50<sup>e</sup> anniversaire du massacre du 17 octobre 1961 à Paris, quand plusieurs centaines d'Algériens qui manifestaient pour l'indépendance de leur pays furent tués par la police, et leur corps jeté dans la Seine.

Kadhafi était à n'en pas douter un dictateur qui réprimait violemment tous ceux qu'il soupçonnait de s'opposer à lui. Notre défense militaire de la Libye contre les bombardements de l'OTAN n'impliquait aucun soutien politique à son régime capitaliste. D'ailleurs, au début de la guerre civile, nous n'avions pas pris parti entre les deux camps bourgeois en présence, tous deux également réactionnaires (voir le supplément au Bolchévik de mars 2011). Mais les choses ont changé avec l'intervention des impérialistes, les ennemis principaux des travailleurs et des masses opprimées, qui dominent le monde. Dans tout conflit militaire entre les impérialistes et les pays qu'ils asservissent, c'est pour ces derniers que les travailleurs de tous les pays doivent prendre fait et cause. Faire comprendre la nécessité de ce choix fait partie intégrante de la lutte pour le socialisme, qui libérera l'humanité de l'oppression et de la misère imposées par les exploiters capitalistes.

## Le « changement de régime » en Libye, une menace mortelle pour les femmes

Immédiatement après l'assassinat de Kadhafi, Moustapha Abdeljalil, président du CNT, proclamait que la Libye était désormais un pays « libre ». Il ajoutait dans le même discours que la législation du pays serait désormais basée sur la charia, le droit musulman vieux de treize siècles qui régit tous les aspects de la vie et qui (comme toutes les religions établies) codifie l'infériorité du statut des femmes. Abdeljalil a précisé

*Suite page 15*

# Les élections tunisiennes débouchent sur un gouvernement clérical « de coalition »



Nicolas Fauqué/Le Monde

Première séance de la nouvelle Assemblée constituante le 22 novembre : les députés font la prière. Au premier rang au milieu on reconnaît Moncef Marzouki, le « laïc » du CPR élu président de la République.

15 décembre – La révolte populaire en Tunisie qui a renversé le despote Ben Ali en janvier 2011 a abouti à l'élection d'une nouvelle assemblée constituante le 23 octobre dernier. Les vainqueurs du scrutin sont les islamistes « modernistes » du parti Ennahdha, qui a remporté, avec la bénédiction des impérialistes, 89 des 217 sièges de la nouvelle assemblée ; celle-ci est désormais chargée de diriger le pays pendant l'année qui vient et de rédiger une nouvelle constitution.

## Pour un parti léniniste-trotskyiste en Tunisie, qui lutte pour la révolution ouvrière !

Ennahdha, les laïcs du Congrès pour la république (CPR, un parti bourgeois) et Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés, un parti affilié à la Deuxième Internationale) ont conclu un accord de coalition pour diriger le pays. Toutefois, ce sont les islamistes qui détiennent la réalité du pouvoir dans la coalition. Le numéro deux d'Ennahdha, Hamadi Jebali, vient d'être nommé Premier ministre le 14 décembre et son parti s'est arrogé la plupart des ministères clés, notamment celui de la police, ainsi que le ministère des mosquées (*le Monde*, 15 décembre).

Les ex-staliniens du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), qui n'ont remporté que trois sièges à l'assemblée, ont apparemment été invités aussi à participer au nouveau gouvernement. Ils ont refusé, expliquant que « *rester en dehors du gouvernement est le meilleur choix pour le PCOT* » (*la Presse de Tunisie*, 19 novembre). Comme nous le

disions dans les articles que nous avons écrits début 2011, la classe ouvrière organisée a joué un rôle tout à fait significatif dans le soulèvement populaire qui a abouti à la chute du dictateur Ben Ali, mais elle est restée politiquement subordonnée à la bourgeoisie. L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), la principale fédération syndicale (dirigée par Abdesslem Jerad, qui avait été longtemps un homme de paille de Ben Ali), a participé depuis janvier 2011 à différents blocs politiques qui la subordonnaient à des forces bourgeoises – y compris les réactionnaires islamiques d'Ennahdha dans le cadre du « Conseil national pour la sauvegarde de la révolution » créé le 11 février. Jerad et consorts ont ainsi contribué à asseoir la crédibilité d'Ennahdha, qui a ensuite remporté les élections. Comme nous l'écrivions en mars : « *En enchaînant ainsi les travailleurs à leur ennemi de classe, les bureaucrates syndicaux et les réformistes pavent la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs et les opprimés. Il faut rompre avec la collaboration de classes !* » (*le Bolchévik* n° 195, mars 2011)

La montée du désenchantement des masses tunisiennes devant les perspectives offertes par les premières élections « démocratiques » de l'histoire de la Tunisie s'est manifestée par l'ampleur de l'abstention : 46 % en moyenne, avec des chiffres particulièrement élevés dans les zones les plus rurales et les moins industrialisées du pays. La Tunisie est connue depuis longtemps comme le pays le moins religieux et le plus laïc de la région. La victoire d'Ennahdha n'indique pas en soi qu'il y ait un fort basculement de l'opinion du côté de l'islam politique, dans la mesure où moins d'un quart des électeurs potentiels ont voté pour ses listes. Toutefois, cette victoire est lourde de menaces.

Immédiatement après les élections, Rached Ghannouchi, le dirigeant d'Ennahdha, a promis de préserver la laïcité, avec l'argument que son parti ne s'intéresse ni à instaurer la charia (loi islamique), ni à entrer en conflit avec les autres partis du gouvernement de coalition. D'ailleurs Ghannouchi a préféré choisir comme partenaires de gouvernement des partis laïcs plutôt que Al-Aridah Chaabia (« Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement »), un parti populiste bourgeois. Al-Aridah Chaabia est dirigé par un homme d'affaires installé à Londres qui avait été partisan d'Ennahdha jusqu'en 1992 et qui aurait ensuite tissé des liens étroits avec le régime de Ben Ali.

Néanmoins, malgré les assurances données par Ghannouchi, dans son premier discours postélectoral, que « *la Tunisie est pour tout le monde* », les attaques contre les droits fondamentaux vont sûrement se multiplier. Le 3 décembre, une bande d'un millier de réactionnaires islamiques ont attaqué des manifestants laïques à coups de pierres devant le parlement, faisant de nombreux blessés (*l'Humanité*, 5 et 8

décembre). Et les partisans d'Ennahdha n'avaient pas attendu les élections pour passer à l'action, en s'en prenant notamment à deux films jugés hostiles à l'islam. En juin, des musulmans salafistes ultraconservateurs ont attaqué une projection du film *Ni Allah, ni maître*, accusé de faire la promotion de la laïcité, et ils ont proféré des menaces de mort à l'encontre de sa réalisatrice Nadia El Fani. En octobre, des milliers d'islamistes ont manifesté devant les locaux d'une chaîne de télévision locale, qu'ils ont incendiés, pour protester contre la diffusion du dessin animé *Persepolis*, qui dénonce l'impact réactionnaire de la « révolution islamique » iranienne de 1979, et que les manifestants considéraient comme injurieux envers l'islam. Si Ennahdha a dénoncé officiellement la violence des manifestants, Ghannouchi a déclaré soutenir « le droit du peuple tunisien à défendre sa religion » (*l'Humanité*, 19 octobre). C'est maintenant le directeur de la chaîne de télévision qui avait diffusé *Persepolis* qui est traîné en justice pour « atteinte aux valeurs du sacré, atteinte aux bonnes mœurs et trouble à l'ordre public » (*le Monde*, 17 novembre). Levée des inculpations !

Le premier souci d'Ennahdha dans les semaines qui ont suivi les élections a été de rassurer la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme occidental sur sa détermination à redresser l'économie tunisienne. Une de ses préoccupations principales est de soutenir une industrie touristique anémique en promettant de continuer à autoriser l'alcool et les bikinis sur les plages touristiques du pays (tout en laissant entendre que les hôtels devraient offrir également des forfaits sans alcool pour les musulmans). Plus précisément, Ennahdha rencontrait quelques jours à peine après les élections des représentants de la Bourse de Tunis afin de discuter de la mise en œuvre de son programme « fondé [...] sur le développement et l'encouragement de l'initiative privée, le renforcement de l'économie de marché à travers une amélioration de l'environnement des entreprises pour qu'elles accèdent plus facilement au marché financier ainsi que sur l'encouragement de l'investissement direct et l'investissement de portefeuille de la part des investisseurs étrangers » (*la Presse de Tunisie*, 27 octobre). Autrement dit, la privatisation, l'austérité et davantage encore de misère pour les masses travailleuses.

### **Pour l'indépendance de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes et les traîtres réformistes**

Il n'y a eu effectivement aucune amélioration dans la situation économique. Cette situation désespérée avait conduit Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de légumes ambulant, à s'immoler par le feu à Sidi Bouzid en décembre 2010 – l'élément déclencheur de la révolte qui devait aboutir à la chute de Ben Ali. L'augmentation générale des salaires de 4,7 % a été largement mangée par l'inflation sur les produits de consommation, qui a atteint 4,5 % sur un an en octobre. Le chômage a augmenté de plus d'un tiers depuis début 2011, et le million de chômeurs pourrait être atteint avant fin 2011. Les jeunes sont les premiers frappés. La situation s'est dégradée encore un peu plus avec le retour de dizaines de milliers de Tunisiens qui travaillaient en Libye.

Les grèves, sit-in et blocages continuent sans relâche depuis janvier 2011 dans à peu près tous les secteurs de l'économie : téléphone, transports, éducation, phosphates, pétrole, aviation, tourisme, mais aussi parmi les médecins, avocats, postiers, marchands ambulants, ouvriers des brasseries... la liste est longue. Pour donner un seul exemple, le *Financial Times* (15 août) rapportait qu'il y avait eu en juillet 184 pro-



**Nabil Karoubi (debout à droite), président de Nessma TV, poursuivi pour avoir diffusé le dessin animé *Persepolis*. Levée des inculpations contre Karoubi !**

testations en Tunisie avec barrages routiers, contre 103 en juin, et 156 manifestations bloquant l'accès à des sites industriels dont des compagnies pétrolières, contre 78 en juin. La police « postrévolutionnaire » continue de réprimer brutalement ces manifestations avec l'aide de l'armée. Thabet Belkacem, un adolescent de 14 ans, a été tué par les flics le 16 juillet à Sidi Bouzid. Le 23 novembre, à Kasserine, les flics ont attaqué plusieurs milliers de manifestants à coups de gaz lacrymogènes et en tirant en l'air (*tunistribune.com*, 24 novembre).

Il y a eu une légère baisse du nombre de grèves pendant le mois qui a précédé les élections, l'UGTT ayant scandaleusement appelé la classe ouvrière à éviter de faire grève pendant les semaines précédant les élections – un appel qui n'a été que partiellement suivi. L'UGTT, qui historiquement avait mené des luttes de classe combattives, avait fini par succomber aux années de répression sous Ben Ali ; beaucoup de ses principaux dirigeants faisaient même partie de la direction du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali. L'UGTT revendique aujourd'hui plus d'un demi-million d'adhérents.

La classe ouvrière tunisienne demeure toujours enchaînée à sa propre bourgeoisie non seulement par la bureaucratie syndicale, mais aussi par la gauche réformiste, dont beaucoup de groupes avaient été interdits ou réprimés par le régime de Ben Ali, comme les ex-staliniens du PCOT et les prédecesseurs de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO, qui est liée au Nouveau Parti anticapitaliste [NPA] d'Olivier Besancenot en France). Ettajdid (l'ex-parti communiste) s'est présenté aux élections dans le cadre de la liste « Pôle démocratique moderne », qui a remporté cinq sièges. Alors que le thème central de sa campagne avait porté sur des dénonciations du danger islamiste, et en particulier d'Ennahdha, le secrétaire général d'Ettajdid, Ahmed Ibrahim, déclarait le 12 octobre à l'agence Reuters que l'existence de divergences avec Ennahdha « ne devrait pas empêcher la cohabitation avec lui [...]. La démocratie signifie la coexistence avec tous, sans exception, y compris Ennahdha. » De fait, la campagne électorale a été dominée par la polarisation entre forces « laïques » et islamistes, ce qui a contribué à dissimuler l'incapacité totale du mouvement ouvrier à poser la vraie question : pouvoir bourgeois (laïque ou non) ou pouvoir ouvrier. Les ouvriers tunisiens doivent devenir une classe pour soi, qui lutte pour le

*Suite page 18*

# La crise économique et le soulèvement tunisien



Fethi Belaid/AFP

**27 décembre 2010 : manifestation à Tunis, lors de la vague de protestations contre le chômage et la misère qui a amené le renversement du dictateur Ben Ali**

*L'article ci-après, basé sur un rapport présenté au printemps dernier par un camarade de la Ligue trotskyste de France lors d'une réunion de la Ligue communiste internationale, a été traduit et légèrement abrégé de Workers Vanguard n° 982, 10 juin.*

\* \* \*

La raison pour laquelle les différents soulèvements qui secouent le monde arabe se passent aujourd'hui et non pas il y a cinq, dix ou vingt ans, selon moi, des origines économiques. Les ravages de la crise économique mondiale s'ajoutent à une situation qui s'était sans cesse détériorée ces quinze ou vingt dernières années pour les masses travailleuses d'Afrique du Nord. On l'a vu en particulier dans l'énorme augmentation du prix des produits alimentaires et les coupes sombres dans les subventions gouvernementales pour ces produits. Cette détérioration, dont la racine est en partie à rechercher dans la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique, a été causée par l'adoption de mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI à partir des années 1980 et ensuite par différents accords, principalement entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique du Nord au cours de la deuxième partie des années 1990.

Ces accords se basaient sur la promesse impérialiste que les capitalistes européens délocaliseraient une partie de leur industrie vers les pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie). En réalité, les marchés intérieurs de ces pays arabes sont trop étroits pour attirer des investissements étrangers massifs et, d'autre part, la production industrielle délocalisée hors de l'Union européenne pour réexportation vers l'Europe a été déplacée plutôt vers le secteur capitaliste de l'Etat ouvrier déformé chinois. Il y a en Tunisie un peu de production de pièces détachées pour l'industrie automobile et aérospatiale, mais le gros de l'industrie d'exportation est constitué de pro-

duction textile bon marché à faible valeur ajoutée.

L'objectif des accords était de démanteler les barrières tarifaires entre les deux côtés de la Méditerranée et de déréguler la maigre législation du travail qui était en place. En fait ce processus a d'abord commencé en Tunisie et c'est là qu'il est allé le plus loin, ce n'est donc pas une coïncidence si les soulèvements ont commencé en Tunisie.

Ce « néo-libéralisme » a laissé une économie dévastée en Afrique du Nord. Bien sûr il y a des variations, en particulier en fonction de la présence ou non d'une importante industrie pétrolière, comme en Algérie qui est un producteur important de pétrole et de gaz avec un potentiel significatif. Cependant, l'industrie lourde algérienne, qui avait été construite dans les années 1970, a été en grande partie démantelée. La sidérurgie a été restructurée avant d'être vendue, entre autres à Mittal Steel. De façon générale, du Maroc à la Syrie, entre 12 et 15 % de la population est employée dans l'industrie, y compris l'industrie légère. L'exception est la Tunisie où le chiffre dépasse 20 %.

La question de l'impact des délocalisations sur la force de la classe ouvrière et des syndicats est très pertinente pour l'Afrique du Nord. Il y a un nombre croissant de travailleurs employés informellement, via des agences de placement etc., même dans le soi-disant « secteur formel ». Le secrétaire général du syndicat tunisien de l'enseignement secondaire a déclaré à *Informations Ouvrières* (21 avril), le journal du Parti ouvrier indépendant lambertiste que :

« la grande majorité des mobilisations exige le règlement de la question essentielle, qui est celle de l'emploi et qui a été une des exigences centrales de la révolution. Il est très peu de grèves où est posée la question de l'augmentation des salaires, bien qu'elle ne soit pas négligeable dans nombre d'entreprises qui ne respectent aucun cadre réglementaire et qui sous-paier leurs salariés. Mais la plupart des mobilisations veulent en finir avec deux plaies : la sous-traitance et le travail temporaire. »

L'accroissement du secteur informel lui-même est symbolisé par Mohamed Bouazizi, le vendeur ambulant qui s'est immolé par le feu à Sidi Bouzid en décembre 2010, déclenchant la révolte.

Il y a également des raisons démographiques qui ont pris un tournant critique dans cette période. Après les indépendances dans les années 1950 et 1960, il y a eu un accroissement explosif de la population favorisé par l'amélioration des systèmes de santé. Depuis environ 1974, l'émigration de masse vers l'Europe a été stoppée quand les frontières européennes ont été fermées. Alors que l'espérance de vie de la classe ouvrière augmentait, l'afflux massif de jeunes a provoqué une explosion de la population en âge de travailler et en conséquence une explosion des taux de chômage structurel.

Cela s'est aggravé pour les jeunes diplômés. Les gouvernements d'Afrique du Nord, particulièrement la Tunisie, ont fait des efforts importants pour éduquer leurs jeunes. Durant

les années consécutives à l'indépendance, le développement du capitalisme national était basé sur un secteur étatique important et le développement de systèmes d'enseignement et de santé significatifs : la perspective naturelle d'emploi pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur était la fonction publique. Cela s'est de plus en plus inversé ces quinze dernières années environ, principalement du fait des mesures imposées par le FMI et l'UE de réduction de la fonction publique. En conséquence, le chômage *augmente* avec le niveau d'instruction et, même avant les récents soulèvements, on s'attendait à ce qu'il atteigne des proportions catastrophiques d'ici deux ou trois ans. On prévoit que 70 000 nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur arriveront cet automne [2011] sur le marché du travail ; une grande partie rejoindra les rangs des chômeurs.

Depuis janvier, la situation en Tunisie a empiré du fait du retour de 20 000 Tunisiens qui travaillaient en Libye, de l'arrivée de réfugiés étrangers en provenance de Libye et de la situation catastrophique de l'industrie touristique, qui fournit un grand nombre d'emplois. Les gens tentent de traverser la mer pour atteindre la France et des centaines de jeunes se sont noyés. On voit maintenant des groupes de jeunes Tunisiens dans les rues de Paris et Marseille qui cherchent en vain un logement et du travail et essaient d'éviter les raids policiers. Le FMI et la Banque mondiale commencent à tourner comme des vautours au-dessus de la Tunisie avec des promesses de crédits pour soi-disant sortir de la terrible situation actuelle. Comme toujours dans ce genre de circonstances, et comme les ouvriers grecs, irlandais et portugais en font l'amère expérience en ce moment, ces plans reviennent à injecter davantage d'argent frais dans les coffres des banques tout en imposant des mesures d'austérité plus drastiques aux travailleurs.

Ces quinze dernières années, les systèmes de sécurité sociale et d'assurance chômage, qui étaient au mieux basiques, ont été partiellement démantelés, si bien que l'insécurité a augmenté à tous les niveaux. Dans ce contexte il est vraiment remarquable que la classe ouvrière a pu apparaître comme un facteur en Tunisie, même si évidemment ce n'est pas en tant que classe pour soi ayant conscience de son rôle de fossoyeur du capitalisme. La classe ouvrière est restée enchaînée à sa propre bourgeoisie par la bureaucratie syndicale et les petits groupes de gauche qui sont récemment sortis de ses rangs, particulièrement l'ex-PC, appelé Ettajdid, le PCOT (Parti communiste ouvrier de Tunisie) ex-maoïste et la Ligue de la gauche ouvrière, ex-pabliste (voir « Pour la révolution permanente du Maghreb à l'Égypte ! Tunisie : le dictateur s'enfuit, les protestations continuent », supplément au *Bolchévik* n° 194, février 2011).

La Tunisie est soi-disant le pays le plus avancé dans le monde arabe s'agissant du statut des femmes. La femme de feu Habib Bourguiba, le premier dirigeant du pays après l'indépendance, et celle de Ben Ali qui vient d'être renversé, jouaient toutes les deux un rôle politique important, ce qui fait de la Tunisie un cas à part. Les gens y venaient de toute l'Afrique du Nord et de la péninsule arabique parce que la prostitution n'était pas illégale. On dit que les prostituées devaient espionner leurs clients pour le compte de la police politique. La polygamie était illégale mais pas l'avortement et la contraception. Mais bien sûr la réalité est bien sombre. Les mariages arrangés sont fréquents, du moins dans la bourgeoisie.



Fethi Belaid/AFP

**Chômeurs manifestant à Tunis pour des embauches le 30 novembre devant le siège de la compagnie de phosphates de Gafsa. Cette compagnie publique a réduit des deux tiers ses effectifs suite au plan d'ajustement structurel imposé par les impérialistes en 1986.**

Pourtant il semble que la LCI soit la seule organisation à mettre ainsi en avant la question femmes. En Égypte la gauche capitule devant les Frères musulmans. En Tunisie elle prend part aussi à des alliances de collaboration de classes avec les islamistes. Elle les présente comme de « bons » islamistes du type de l'AKP bourgeois, le Parti pour la justice et le développement au pouvoir en Turquie. Mais je pense qu'une raison plus fondamentale pour laquelle la gauche tunisienne est silencieuse sur la question femmes, c'est qu'ils sont au fond des bourguibistes de gauche, et c'est Bourguiba qui avait établi le code de la famille immédiatement après l'indépendance. Ils croient que la Tunisie est réellement un pays progressiste en ce qui concerne la question femmes. Comme le dirait Obama, ils pensent que 90 % du chemin est déjà accompli vers l'émancipation finale des femmes. Avec habileté, le gouvernement a annoncé l'obligation de la parité sexuelle dans les listes aux élections à l'assemblée constituante. Les listes qui ne respecteraient pas cette règle seraient automatiquement éliminées.

Cela m'amène à l'omniprésence du nationalisme bourgeois. Depuis les meetings de la gauche tunisienne à Paris où nous sommes allés jusqu'aux rassemblements de masse au centre de Tunis, on chante l'hymne national et on brandit le drapeau national. La gauche nourrit des illusions dans l'armée, même sans la mythologie égyptienne de la défense de la patrie contre les sionistes d'Israël. Comme nous l'avons dit, l'idéologie de la gauche réformiste était, dans le passé, le socialisme par étapes, ligne de collaboration de classes qui s'est toujours terminée par la défaite sanglante de la classe ouvrière. Aujourd'hui elle est pour une étape unique vers une « république démocratique », c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, un point c'est tout. Comme nous l'écrivions à propos de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient dans le supplément de février du *Bolchévik* sur la Tunisie :

« Il est essentiel de forger des partis ouvriers révolutionnaires semblables au Parti bolchévique, qui avait conduit la classe ouvrière de Russie au pouvoir pendant la révolution d'Octobre 1917 – des partis fidèles au programme de la révolution permanente, qui répond aux besoins pressants des masses et les conduit invariablement à une seule conclusion finale : la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est le programme de la Ligue communiste internationale. *Pour une fédération socialiste de l'Afrique du Nord !* » ■



# L'économie d'un Etat ouvrier en transition vers le socialisme

Cette présentation a été donnée le 6 août 2005 par Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/U.S., devant les membres du groupe de jeunesse de la SL, le Spartacist Youth Club (SYC), à Oakland en Californie. Elle a été revue et légèrement augmentée, en collaboration avec le camarade Seymour, pour publication dans Workers Vanguard (n° 989, 28 octobre).

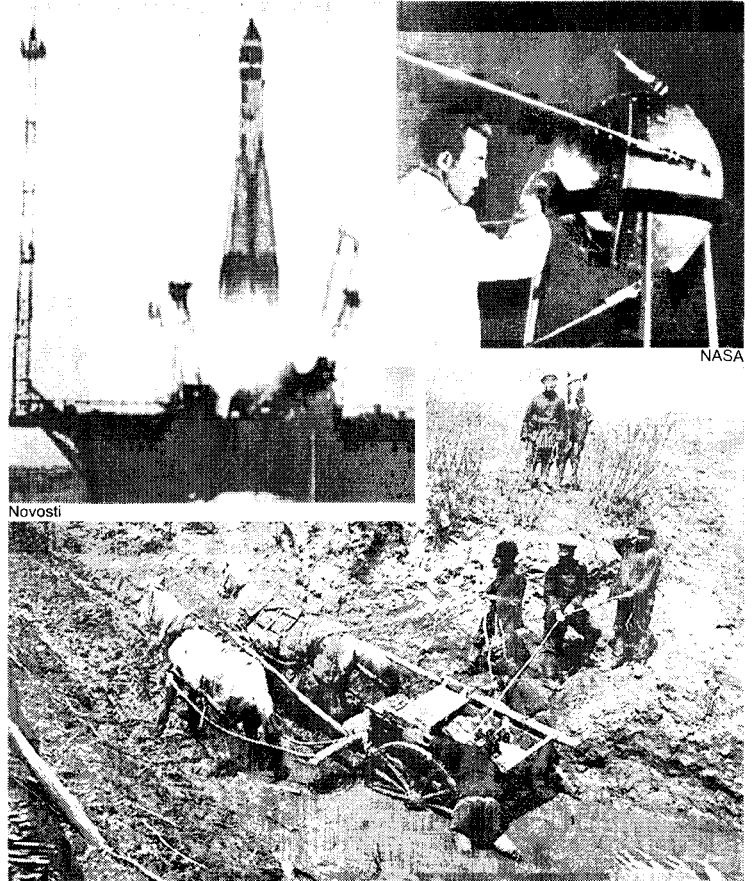
\* \* \*

Les pionniers du mouvement socialiste d'avant Marx avaient un objectif fondamental, l'égalité économique ; ils considéraient qu'on pouvait l'obtenir immédiatement et en même temps que c'était le but final désiré. En d'autres termes, ils ne concevaient nullement un niveau de développement économique supérieur, que rendrait possible le renversement révolutionnaire du capitalisme. La Conjuración des Egaux a été la première organisation révolutionnaire communiste. Elle avait vu le jour dans la dernière phase de la Révolution française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle avait pour programme le communisme de consommation et de distribution. Le gouvernement révolutionnaire devait fournir aux familles nombreuses des logements plus spacieux et, proportionnellement, davantage de nourriture, de vêtements et autres produits de première nécessité.

Une des plus importantes contributions théoriques de Marx a été de changer la perspective du mouvement socialiste en la faisant passer de l'égalité dans le domaine de la consommation à l'élimination complète de la pénurie économique grâce à une élévation progressive du niveau des forces productives. Evidemment, dans une société sans classes, une société communiste, tout le monde pourra avoir équitablement accès aux biens de consommation. Mais il y aura certainement une énorme diversité des modes de vie individuels, auxquels correspondront différents niveaux d'utilisation individuelle de ces biens.

Si je commence ma présentation là-dessus, c'est que nous sommes dans une large mesure rejetés dans l'univers intellectuel du jeune Marx. Si vous faites un sondage parmi 100 étudiants et que vous leur demandez ce que le socialisme signifie pour eux, ils diront en grande majorité que c'est une question d'égalité économique. Ils vous diront que cela veut dire que tout le monde a plus ou moins le même niveau de vie. Rares seront ceux qui répondront que le socialisme a pour objectif d'élever le niveau de production et la productivité du travail à un niveau tel que la répartition des biens de consommation entre les individus ne provoquera plus de conflit social et ne sera même plus une préoccupation sociale.

Mais c'est notre but ultime. Pour l'atteindre, toute une période historique relativement longue sera malheureusement nécessaire une fois que la classe capitaliste aura été expropriée par la révolution socialiste prolétarienne. Dans cette société-là en transition vers le socialisme, la pénurie économique – et donc certaines formes d'inégalité économique – continuera d'exister. Lorsque vous y réfléchissez, c'est forcément vrai au niveau international. Cela prendra des



En haut : les Soviétiques lancent en 1957 le Spoutnik (à droite), le premier satellite de l'histoire. Malgré les trahisons de la direction stalinienne, l'économie collectivisée de l'URSS a transformé la société. Ci-dessus : scène de la vie paysanne dans la Russie pré-révolutionnaire en 1902.

générations au sein d'une économie socialiste planifiée internationalement pour faire en sorte que le niveau de vie des populations de la Chine, de l'Inde et d'autres pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique atteigne celui de ce qu'on appelle les pays industrialisés.

Mais même dans un Etat ouvrier d'une zone économiquement avancée comme en Amérique du Nord ou en Europe, l'inégalité économique persisterait sous certaines formes. Marx en parlait dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875). Les gens auraient encore à passer beaucoup de temps et d'énergie à faire ce que Marx appelait un travail aliéné, c'est-à-dire faire un travail qu'ils ne feraient pas s'ils n'étaient pas payés pour. Certains emplois sont physiquement plus durs, plus salissants, plus ennuyeux, plus désagréables ou, dans certains cas, plus dangereux que d'autres. Ainsi, les mineurs de charbon et les ouvriers du bâtiment seraient mieux payés que les informaticiens qui travaillent dans des bureaux confortables. Des travailleurs possédant des qualifications économiquement utiles obtenues grâce à un long apprentissage, comme par exemple des pilotes d'avion,

seraient mieux payés que le personnel de bord et les bagagistes. Ce sont juste les frais généraux de ce que Marx appelait la première phase de la société communiste.

Il y a une autre source importante d'inégalité économique dans la première phase après la révolution prolétarienne. Un objectif essentiel, et un aspect fondamental, d'une société communiste aboutie est de remplacer la famille nucléaire par des institutions collectives pour l'éducation et la garde des enfants par la société. Mais cette transformation, la plus fondamentale de toutes, nécessitera là encore le travail de plusieurs générations. Pendant toute une période historique, la famille demeurera l'unité sociale de base et donc l'unité économique et financière de base.

Prenez par exemple deux familles qui ont toutes deux un revenu annuel de 70 000 dollars. La première a un enfant et la seconde a trois enfants. La première famille a un niveau de vie un peu plus élevé. La différence ne sera jamais aussi grande que sous le capitalisme. Les soins médicaux seront gratuits. Le logement sera bon marché. L'enseignement sera gratuit et de qualité, de la crèche jusqu'à l'université et au-delà. Mais le revenu ne sera pas simplement proportionnel à la taille de la famille. Encore une fois, Marx mentionnait ceci dans sa *Critique du programme de Gotha*.

### La planification économique par la démocratie ouvrière

Éliminer l'inégalité économique sous toutes ses formes exige que l'on éradique la pénurie économique en élevant progressivement le niveau de production. Pour y parvenir, il faudra prélever une partie de la production sociale totale et l'investir pour développer l'appareil de production avec la technologie la plus moderne.

Mais nous avons là une contradiction. Plus l'Etat ouvrier dépense de ressources à construire de nouvelles usines, à moderniser les usines actuelles, développer et moderniser les infrastructures (c'est-à-dire les réseaux électriques, les systèmes d'adduction d'eau, les autoroutes et les voies ferrées), moins il pourra dépenser pour la consommation familiale et individuelle. Donc il devra faire un choix entre augmenter légèrement le niveau de consommation à court terme et augmenter fortement le niveau de consommation à long terme.

En l'absence d'une révolution socialiste internationale dans les pays capitalistes avancés, ce choix serait particulièrement douloureux et source de conflits au sein d'un Etat ouvrier économiquement arriéré et nationalement isolé. Mais même dans un futur Etat ouvrier aux Etats-Unis ou en Europe occidentale, doté de ressources bien plus importantes, la répartition entre consommation et investissement resterait une question politique épineuse qui risque de polariser de façon importante la classe ouvrière. « *Je veux avoir tout ce que je peux et tout de suite, mon pote, pas dans dix ou vingt ans. Qui sait si je serai en vie à ce moment-là.* » Vous allez entendre ce genre d'arguments.

Pour que les organes démocratiques du gouvernement ouvrier puissent prendre des décisions rationnelles en ce qui concerne la répartition de la production totale entre la consommation et l'investissement, il faut pouvoir quantifier le rapport entre les deux. Si nous accroissons l'investissement dans la production de 13 à 15 % de la production totale, quelle sera l'augmentation de biens de consommation dans 5 ans, 10 ans ou 15 ans ?



John Javellana

### Décharge publique à Manille, aux Philippines, en 2007

Heureusement pour nous, les questions de ce type ont été discutées et étudiées en profondeur en Union soviétique dans les années 1920. Cela a donné lieu à une riche littérature économique écrite d'un point de vue marxiste dans le cadre du débat et de la lutte fractionnelle à propos de la mise en place d'une économie collectivisée et centralement planifiée. Un économiste soviétique du nom de G.A. Feldman a développé un modèle théorique pour une planification économique à long terme, c'est-à-dire couvrant une période de 20 à 40 ans. A mon avis, l'œuvre de Feldman « *A propos de la théorie des taux de croissance du revenu national* » est une contribution extrêmement importante à la compréhension marxiste de l'économie de la période de transition. Vous pouvez en trouver la traduction en anglais dans *Foundations of Soviet Strategy for Economic Growth* [Les fondements de la stratégie soviétique pour la croissance économique] (1964) édité par Nicolas Spulber.

Feldman a adapté à une économie collectivisée et centralement planifiée un modèle développé par Marx bien avant lui, tout en y apportant certaines modifications et additions importantes. Dans le deuxième livre du *Capital*, Marx développe un modèle théorique de développement de la production sous le capitalisme. Marx divise l'économie en deux secteurs fondamentaux : les biens de consommation et les biens de production (ou d'équipement). Les biens de consommation et les services à la personne sont ceux qui satisfont directement les besoins et les désirs personnels. Une chemise est un bien de consommation. La machine à coudre pour fabriquer la chemise est un bien de production, de même que le métier à tisser le coton avec lequel on produit le tissu de la chemise. Le pain est un bien de consommation. Le four dans lequel on le cuit et la moissonneuse-batteuse qui sert à récolter le blé ou l'avoine dont le pain est composé sont des biens de production.

Feldman a développé le modèle de Marx pour l'appliquer à un Etat ouvrier en divisant le secteur des biens de production en deux sous-secteurs fondamentaux. Il y a les biens de production qui servent à fabriquer des biens de consommation et il y a les biens de production qui servent à fabriquer d'autres biens de production. Une machine à coudre est un exemple du premier secteur. Les machines-outils comme les tours qui servent à fabriquer des machines, y compris des machines à coudre, appartiennent au second secteur. Beaucoup de biens de production ne sont pas dédiés à une tech-

nologie spécifique ; ils peuvent être utilisés pour développer le secteur des biens de consommation ou pour augmenter la capacité du secteur des biens de production. Une aciérie peut servir à fabriquer des automobiles ou du matériel de construction. Une bétonnière ou un engin de terrassement peut servir à construire des immeubles d'habitation ou des usines. Une centrale hydroélectrique peut fournir l'électricité nécessaire au fonctionnement d'appareils ménagers tout comme à celui des chaînes d'assemblage d'une usine.

Ainsi, il y a deux facteurs fondamentaux qui déterminent le taux de croissance de la production totale de biens de production et celui de la production d'articles de consommation. Le premier est la répartition de la production totale entre le secteur des biens de consommation et celui des biens de production. Le second est la répartition au sein du secteur des biens de production entre ceux destinés à produire les biens de consommation et ceux destinés à produire d'autres biens de production.

Prenez deux économies socialistes qui toutes deux augmentent de 25 % la production totale dans le secteur des biens de production. Dans la première, 75 % de cet investissement dans les biens de production est destiné à développer la production du secteur des biens de consommation et, dans la seconde, 50 %. Dans la première économie, la consommation va augmenter plus vite au début du plan économique mais plus lentement par la suite. Dans la seconde, c'est exactement le contraire. En ajustant les proportions, il est possible de développer une série de plans économiques alternatifs, depuis ceux qui développent au maximum la consommation à court terme jusqu'à ceux qui accroissent au maximum les ressources productives (et par conséquent la consommation) à long terme.

L'autorité en charge de la planification soumettrait une série de, disons, six plans alternatifs pour débat et décision à l'organe le plus élevé d'un gouvernement ouvrier, c'est-à-dire l'assemblée centrale des conseils ouvriers. Cela va probablement donner lieu à controverse. Des délégués vont argumenter : « Nos ouvriers et nos pauvres viennent juste d'accomplir une révolution. Ils attendent et exigent une amélioration importante et spectaculaire de leur niveau de vie, pas seulement des promesses d'amélioration importante dans 15 ou

20 ans. Nous voulons le plan A. » D'autres délégués diront : « Voyons plus loin que le bout de notre nez. Notre objectif est de développer la capacité de production et le rendement du travail. Le plan C est le mieux adapté. Bien sûr, au tout début, la consommation va augmenter plus lentement qu'elle ne l'aurait fait autrement, mais nous pensons que c'est le prix que nous voulons payer. »

Une fois que le taux de croissance à long terme de la production totale ainsi que de celle des moyens de production et celle des articles de consommation est établi, il est alors possible d'élaborer un plan économique détaillé pour les différentes périodes à venir – un an, deux ans, cinq ans. Disons qu'un plan est approuvé par l'assemblée centrale des conseils ouvriers. D'après ce plan, dans cinq ans, le revenu par habitant sera équivalent à 60 000 dollars. En s'appuyant sur les habitudes des consommateurs et les enquêtes de consommation, et après avoir consulté les coopératives de consommateurs, on peut prévoir plus ou moins précisément le modèle de base qui correspond à ce niveau de revenu. Par exemple, une estimation de 15 000 dollars pour le logement, 10 000 dollars pour la nourriture, 10 000 dollars pour la voiture et autres moyens de transport, etc.

Il y a un autre élément crucial de la planification économique dans un Etat ouvrier, particulièrement dans les pays les plus développés comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Japon : il faut investir une partie de la production totale pour approvisionner en ressources essentielles, en argent et savoir-faire technologique les pays sous-développés afin de les aider à élever qualitativement le niveau de leur production pour progresser sur la voie du socialisme.

### Pour le marché comme base de calcul et non la concurrence sur la base du marché

Une fois qu'on a établi le schéma de base prévu pour les produits finis, il devient alors possible de déterminer la quantité de matières premières et de produits intermédiaires nécessaires. Combien faut-il d'acier, d'aluminium et autres métaux ? Combien de plastique, de tissu en coton et en synthétique, de ciment, de caoutchouc et ainsi de suite ?

En fait, la technique et les informations pour répondre à ces questions existent déjà. Il y a des modèles théoriques et des études empiriques pour établir la relation entre la production de matières premières et celle de produits intermédiaires qu'il faut pour obtenir un éventail donné de produits finis. Cela s'appelle l'analyse entrées-sorties. Il est remarquable que Wassily Leontiev, celui qui a établi la théorie de l'analyse entrées-sorties et qui a fait les premières recherches dessus, avait été étudiant à l'université de Leningrad au milieu des années 1920. Donc il est clair que s'il a développé l'analyse entrées-sorties, c'était sous l'influence des discussions et des débats enrichissants qui avaient lieu parmi les économistes et autres intellectuels soviétiques sur la façon dont devait fonctionner en pratique une économie collectivisée et centralement planifiée.

Au début des années 1930, Trotsky critiquait énormément l'aventurisme économique destructeur et le dirigisme bureaucratique du régime de Staline. Au milieu d'un article qui s'en prenait à ceux-ci, Trotsky fit une sorte de déclaration de principes généraux : « Seule l'interaction des trois éléments suivants, planification d'Etat, marché et démocratie soviétique, permettra de diriger correctement l'économie de l'époque de transition »



Basil Blackwell, Inc.

Ci-dessus : des militants de l'Opposition de gauche trotskyste déportés en Sibérie par Staline célèbrent l'anniversaire de la révolution d'Octobre en 1928. Les trotskystes ont lutté contre la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier soviétique et ont défendu le programme du léninisme. A droite, la plateforme de l'Opposition unifiée (1927), signée par Trotsky et 12 autres dirigeants bolchéviques.

(« L'économie soviétique en danger », octobre 1932). Ceci vaut aussi bien pour l'Etat ouvrier américain à venir que pour l'Union soviétique d'alors. En 1932, l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré dirigé par une bureaucratie stalinienne parasitaire et conservatrice et l'on peut présumer que ce ne serait pas le cas d'un Etat ouvrier issu d'une révolution prolétarienne aux Etats-Unis.

J'ai principalement abordé jusqu'à présent les aspects de la planification étatique. J'ai introduit la question de la démocratie ouvrière principalement en termes de qui décide en dernier ressort des paramètres fondamentaux de croissance économique. Mais je n'ai pas encore parlé du rôle du marché. C'est une question compliquée. Là où le marché est important et, à certains égards, dominant, c'est lorsqu'il faut décider en quelle proportion il faut produire les différents biens de consommation.

Il existe littéralement des dizaines de milliers de modèles, de styles et de tailles de vêtements. J'en ai fait la douloureuse expérience il y a quelques semaines quand j'ai aidé ma fille à déménager dans un nouvel appartement avec son petit ami. Je vous jure qu'elle a au moins 80 paires de chaussures, toutes de styles différents. Il y a des milliers de modèles différents d'appareils ménagers, d'ustensiles et de meubles. Même dans une économie collectivisée, il y aura des dizaines de sortes et de modèles de voitures. Tout le monde ne voudra pas conduire le même genre de voiture. Et donc cela ne tient pas debout d'imposer un plan détaillé, même à court terme, pour la production des biens de consommation. La production devra être constamment ajustée à la structure changeante de la demande.

Cependant, coordonner rapidement et efficacement l'offre et la demande au sein d'une économie collectivisée *n'exige pas* une concurrence des entreprises d'Etat les unes avec les autres. Dans des Etats ouvriers à direction stalinienne comme l'ex-Union soviétique ou la Chine aujourd'hui, les termes « socialisme de marché » et « réformes de marché » signifient soumettre les entreprises à la concurrence des unes avec les autres. Les directeurs d'usine ont le pouvoir de décider ce qui va être produit et en quelle quantité et ils reçoivent l'ordre de vendre leurs produits au prix le plus élevé possible sur le marché, que ce soit aux consommateurs ou à d'autres entreprises. L'objectif déclaré est de maximiser la rentabilité de l'entreprise et, d'habitude, le revenu des directeurs et aussi celui des ouvriers sont liés à la rentabilité (ou à l'inverse aux pertes). Nous sommes contre ce système parce qu'il reproduit une bonne partie des inégalités et des aspects irrationnels du système de marché capitaliste.

Pour rendre hommage à ma fille, je vais donner l'exemple de l'industrie de la chaussure fonctionnant dans les conditions du « socialisme de marché » dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé tel que la Chine. Prenons deux usines de chaussures – nous les appellerons A et B – et toutes les deux produisent des paires de chaussures de ville standard pour



File d'attente à un salon de l'emploi à New York en novembre 2009. Le chômage est inhérent au système capitaliste.

hommes (que personne dans cette salle n'a probablement jamais portées ni n'a l'intention de porter). Disons que l'usine A est relativement neuve et donc ses machines sont beaucoup plus avancées sur le plan technologique que celles de l'usine B. Par conséquent, l'usine A peut produire les mêmes paires de chaussures en utilisant 25 % en moins de temps de travail que l'usine B.

Le prix du marché pour une paire de chaussures est égal au coût moyen de production dans toute l'industrie. L'usine A produit en dessous du coût moyen et donc en tire un joli profit. Ses directeurs s'octroient une bonne paye et des primes, et ses ouvriers obtiennent aussi des augmentations de salaire significatives car elle est rentable. De l'autre côté, l'usine B, qui fabrique la même chose, perd continuellement de l'argent parce que ses coûts sont au-dessus de la moyenne du secteur et des prix en cours sur le marché. Si le gouvernement ne se met pas à subventionner cette usine, certains ouvriers seront licenciés ou l'ensemble des ouvriers vont devoir accepter des réductions de salaires et de leurs avantages sociaux, tout comme

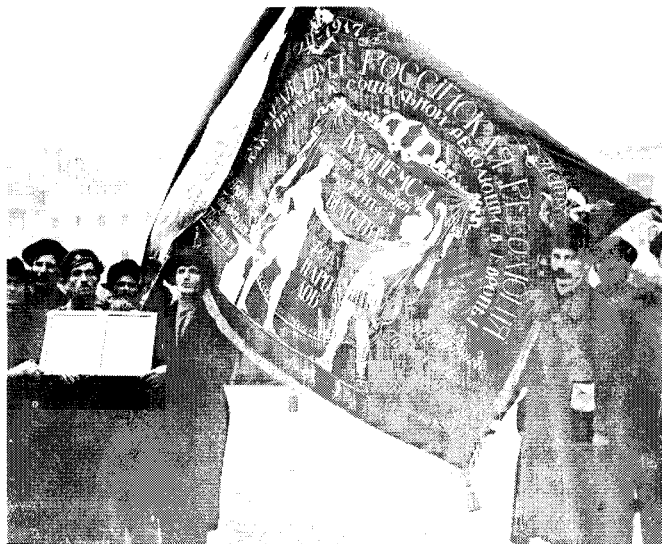
sous le capitalisme, bien qu'ils n'y soient pour rien.

Nous sommes contre la concurrence des entreprises d'Etat les unes avec les autres. Nous sommes pour utiliser le marché comme base de calcul mais pas pour la concurrence sur la base du marché. Nous sommes pour ce qu'on pourrait appeler un système de marché à direction centralisée dans le domaine des articles de consommation. Comment cela fonctionnerait-il ? Revenons encore à mon exemple de l'industrie de la chaussure. On aurait un organisme central de distribution coordonnant la production de plusieurs usines de chaussures. Il fournirait les chaussures aux commerces de détail et aux coopératives de consommateurs. Vous pouvez même les acheter par Internet.

Disons que, du fait d'une erreur de calcul ou d'une fluctuation de la demande, il y a trop de chaussures de ville et pas assez de chaussures de sport (chaussures de course, de randonnée, de basket, notamment celles qui sont approuvées par Michael Jordan). Donc, que se passe-t-il avec ce système ? Les directeurs de l'organisme de distribution téléphonent à quelques usines et disent : « *Bon, réduisez la production de chaussures de ville, augmentez la production de chaussures de sport. Si vous avez besoin de machines spéciales qui vous font défaut, si vos ouvriers ont besoin d'un recyclage professionnel, pas de problème. Nous vous le fournissons.* » C'est tout. L'argument fondamental, c'est que la direction reste centralisée mais qu'elle utilise le marché comme base de calcul afin d'ajuster l'offre à la demande dans ce secteur particulier.

## Syndicalisme ou gouvernement ouvrier

Quelle est maintenant la différence entre notre programme marxiste et le programme syndicaliste en ce qui concerne l'organisation de l'économie après la révolution ? Avant la Révolution bolchévique de 1917, le syndicalisme révolution-



VAAP

Octobre 1917 : les ouvriers de l'usine Poutilov et le régiment Pavlovsky partagent un drapeau sur lequel est écrit : « Vive la révolution dans toute la Russie, prologue de la révolution sociale en Europe. Sous ce drapeau, nous nous engageons à réaliser la fraternité de toutes les nations. »

naire représentait, à gauche, la principale alternative au marxisme. Certains des premiers dirigeants du mouvement communiste qui devinrent par la suite des partisans de l'Opposition de gauche trotskyste ne commencèrent pas comme marxistes mais comme syndicalistes révolutionnaires : James P. Cannon aux Etats-Unis, Alfred Rosmer en France, Andrés Nin en Espagne.

L'essentiel du programme syndicaliste pour la réorganisation postcapitaliste de l'économie, c'est que les ouvriers doivent avoir tout le pouvoir de décision au sein d'entreprises autonomes ou, au moins, dans certains secteurs de l'économie. Aucun pouvoir gouvernemental ne serait placé au-dessus de celui des syndicats industriels. On peut dire que le syndicalisme est une version industrielle ou prolétarienne de l'anarchisme. Un intellectuel anarchiste britannique, George Woodcock, en a donné une description dans les années 1940 :

« Le syndicat, d'un autre côté, repose sur l'organisation des ouvriers par industrie sur le lieu de travail. Les ouvriers de chaque usine, entrepôt ou ferme constituent une unité autonome qui dirige ses propres affaires et qui prend toutes les décisions relatives au travail à faire. Ces unités sont organisées sur une base fédérale en associations industrielles afin de coordonner l'action des ouvriers de chaque industrie. L'organisation fédérale n'exerce aucun pouvoir sur les ouvriers dans aucun secteur industriel et ne peut pas imposer son veto à une mesure comme le fait l'exécutif d'un syndicat. »

– George Woodcock, *Railways and Society* [Les chemins de fer et la société] (1943), cité dans son *Anarchist Reader* [Anthologie de l'anarchisme] (1977)

En d'autres termes, le programme anarchiste bakouninien classique d'une fédération de communes autonomes est ici remplacé par une fédération d'entités économiques autonomes, industrielles ou autres.

De nos jours, que ce soit aux Etats-Unis ou ailleurs, nous ne rencontrons à ma connaissance nulle part des tendances syndicalistes importantes et nous ne sommes nulle part en concurrence avec de telles tendances. Donc, pourquoi est-ce que je veux parler du syndicalisme ? J'ai deux raisons. La première, c'est que, s'il y a un regain important de luttes ouvrières aux Etats-Unis, beaucoup de jeunes de gauche radi-

caux qui se situent actuellement autour du milieu anarchiste deviendront ouvriéristes. Faites-moi confiance là-dessus, j'ai vécu cela. Par conséquent, ils seront partisans d'une sorte de programme syndicaliste, c'est-à-dire un amalgame d'anarchisme et d'ouvriérisme.

L'autre raison, c'est la Chine. Lorsque la situation politique va s'ouvrir en Chine, et cela va arriver, je pense que les idées syndicalistes, et même des tendances syndicalistes, peuvent gagner la sympathie de certains ouvriers chinois. Les ouvriers chinois ont déjà fait l'expérience de fortes doses de capitalisme et, d'après les témoignages qu'on peut en avoir, ils n'aiment pas cela. En même temps, il se peut que beaucoup d'ouvriers chinois identifient le marxisme-léninisme et la planification centralisée au dirigisme bureaucratique, sans parler de la corruption. Et donc, quand il y aura une ouverture, certains ouvriers ainsi que des intellectuels de gauche chinois pourront se dire : « Débarrassons-nous des capitalistes et des bureaucrates du PCC et les ouvriers vont prendre les choses en main et diriger eux-mêmes les usines, les chantiers de construction, les mines de charbon et les chemins de fer. »

Il n'a jamais existé et il n'existera jamais d'économie organisée selon les principes syndicalistes, tout comme il n'a jamais existé et il n'existera jamais de société organisée selon les principes anarchistes. Mais si nous rencontrons un militant de gauche sérieux qui défend un programme syndicaliste, il ne suffit pas de dire qu'un tel programme ne pourra jamais se réaliser. Nous voulons aussi le convaincre que, même si c'était possible, si on l'appliquait en pratique cela irait à l'encontre des intérêts des ouvriers et de la société dans son ensemble.

Le problème avec le syndicalisme ressemble beaucoup à celui qu'il y a avec le « socialisme de marché ». Un programme syndicaliste reproduirait obligatoirement beaucoup

## Corrections

Dans l'article de Joseph Seymour que nous avons publié dans *le Bolchévick* n° 191 (mars 2010) une erreur de traduction a malencontreusement déformé le sens du texte. A propos de la « mort du communisme », au sens où l'on ne croit pas en la possibilité historique d'une civilisation communiste mondiale, nous écrivions : « *C'est un cadre fondamental que partagent en commun des tendances politiques diverses, qui ont souvent une attitude franchement hostile envers l'impérialisme occidental, la démocratie parlementaire, une économie de marché capitaliste et autres questions controversées...* » Il fallait lire : « *C'est là un cadre fondamental que partagent des tendances politiques diverses, alors qu'elles ont souvent des attitudes aux antipodes l'une de l'autre vis-à-vis de l'impérialisme occidental, de la démocratie parlementaire, de l'économie de marché capitaliste et autres questions controversées...* »

Par ailleurs, nous remercions un lecteur de nous avoir fait remarquer que la légende de la photo parue en page 20 du *Bolchévick* n° 197 indique à tort « *piquet de grève à l'usine Denso de l'entreprise CIG* » ; en fait il s'agit d'un piquet de grève du *syndicat* CIG (Confederación Intersindical Galega – Confédération intersyndicale de Galice) devant une usine Denso.

des inégalités et des aspects irrationnels du capitalisme. Si les unités économiques sont vraiment indépendantes les unes des autres, elles ne peuvent entrer en interaction que selon les règles du marché déterminées par la modification constante de l'offre et de la demande. Inévitablement, cela signifie que certains ouvriers doivent se retrouver au chômage ou subir des pertes de revenu quand le marché se retourne contre eux.

Au risque de passer pour un fétichiste de la chaussure, laissez-moi reprendre l'industrie de la chaussure. (Vous vous apercevez à quel point porter des cartons de chaussures dans les escaliers pendant 15 jours m'a ramolli le cerveau !) Cette fois-ci, nous allons l'examiner d'après le modèle d'une économie syndicaliste. L'industrie de la chaussure est organisée dans un seul syndicat industriel autonome. Ce dernier tire ses revenus de la vente de chaussures aux particuliers et aux magasins. De son côté, il achète du cuir, du caoutchouc, du plastique et autres matériaux à d'autres syndicats autonomes.

Imaginons qu'il y ait un surplus de cuir. On a produit plus de cuir qu'il n'en faut au syndicat de l'industrie de la chaussure en fonction du volume actuel de sa production et de la demande des consommateurs. Les directeurs du syndicat de la chaussure disent à leurs homologues de l'industrie du cuir : « *Nous n'avons besoin que de 80 % de votre cuir, nous n'allons pas en acheter plus car il ne nous en faut pas davantage.* » Alors, que va-t-il se passer ? Ces entreprises sont autonomes les unes par rapport aux autres. Certains ouvriers de l'industrie du cuir vont devoir être mis au chômage ou, à défaut, ils vont devoir accepter une réduction de leur salaire et de leurs avantages sociaux car le secteur a des revenus en baisse.

## Pour le contrôle de la production par la démocratie ouvrière

Même si ceux qui défendent le syndicalisme pensent qu'ils sont farouchement anticapitalistes, leur programme reproduirait dans les faits beaucoup des inégalités et des aspects irrationnels du capitalisme, malgré toutes les bonnes intentions. Nous sommes contre le programme syndicaliste de l'autogestion ouvrière des entreprises. Mais nous sommes en faveur de la participation démocratique maximale des travailleurs dans les décisions à prendre au niveau de l'usine, du chantier de construction, de l'entrepôt, du supermarché ou de l'aéroport. Le chapitre sur l'Union soviétique du Programme de transition écrit en 1938 déclare : « *Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production.* » Voilà notre programme non seulement dans le passé mais aussi pour l'avenir.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? En quoi est-ce différent du programme syndicaliste d'autogestion ouvrière ? Ce que nous entendons par contrôle ouvrier dans une économie socialisée, c'est que les représentants démocratiquement élus des ouvriers auront officiellement une voix consultative dans toute décision économique concernant l'entreprise ainsi qu'aux niveaux plus élevés. Disons que le Ministère de l'Industrie responsable de l'aéronautique propose de dépenser quelques centaines de millions de dollars pour la rénovation d'une vieille usine en remplaçant ses machines obsolètes par des équipements plus modernes. Les directeurs, les ingénieurs et les techniciens vont se réunir avec le comité d'usine élu et ils vont ensemble mettre au point un plan pour rénover l'entreprise. Ce plan sera présenté



Ouvriers en grève pour des augmentations de salaire à l'usine de pièces détachées de Honda à Foshan (province du Guangdong en Chine) en juin 2010

au Ministère de l'Industrie. Il ne sera pas simplement imposé d'en haut sans que les ouvriers aient leur mot à dire.

Il y a un autre domaine important où les comités d'usine élus joueraient un rôle important, y compris en remplaçant même une intervention directe de l'encadrement, c'est le maintien de la discipline dans le travail. Comment faire avec un perpétuel tir-au-flanc ou un ouvrier si incompetent qu'il perturbe la production et peut-être même met en danger d'autres ouvriers ? Comment faire avec un ouvrier qui abuse des congés maladie, qui se met en maladie simplement parce qu'il veut se prendre une journée pour aller à la pêche ? Il est bien préférable que ceux qui traitent ce genre de problème soient des représentants directs des ouvriers qui sont politiquement plus conscients et plus responsables socialement.

Au fond, une économie collectivisée et centralement planifiée n'est en rien incompatible avec une participation très complète et active des ouvriers aux niveaux les plus fondamentaux de l'économie, ni avec l'élection des délégués dans les soviets.

Mais, à l'opposé des systèmes d'« autogestion ouvrière », le contrôle ouvrier au sein d'une économie socialiste ne donne pas le pouvoir aux comités d'usine individuels d'avoir le dernier mot concernant l'ampleur ou la composition des investissements, étant donné que des groupes particuliers d'ouvriers ne peuvent prétendre s'arroger sans limite le budget de l'Etat, c'est-à-dire le **surplus social collectif**. Avant de distribuer sa part à chaque ouvrier, il faut déduire de la production sociale totale les ressources pour le remplacement et l'extension des moyens de production, les dépenses pour les personnes âgées et les handicapés, pour l'éducation et pour la santé, etc. Comme l'a fait remarquer Marx : « *Ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve directement ou indirectement, en tant que membre de la société.* »

Comme le disait Isaac Deutscher dans son discours « De l'Homme Socialiste » (1966) :

« Nous ne soutenons pas que le socialisme puisse résoudre tous les problèmes de la race humaine. Nous luttons tout d'abord contre les problèmes qui sont créés par l'homme et que l'homme peut résoudre. Trotsky parlait ainsi des trois tragédies dont souffrait l'humanité : la faim, le sexe et la mort. La faim est l'adversaire dont le marxisme et le mouvement ouvrier moderne relèvent le défi [...]. Oui, le sexe et la mort poursuivront encore l'Homme Socialiste ; mais nous sommes convaincus qu'il sera mieux équipé que nous pour leur faire face. » ■

## Libye...

Suite de la page 4

que toutes les lois contraires aux préceptes islamiques seraient considérées comme illégales et il a donné un avant-goût de ses intentions en annonçant que le divorce serait interdit et la polygamie légalisée.

Le régime capitaliste de Kadhafi était une dictature qui réprimait impitoyablement toute opposition, et c'était un pays islamique où les femmes étaient opprimées. Ceci dit, en comparaison avec la monarchie féodale du roi Idriss, soutenue par les Britanniques, qui l'avait précédé, le régime de Kadhafi représentait pour les femmes quelques avancées, rendues possibles par les pétrodollars. Les femmes avaient obtenu un meilleur accès à l'éducation, et en 2010 elles constituaient la majorité des étudiants et des diplômés des universités. Le pourcentage de femmes ayant un emploi avait également considérablement augmenté, et depuis une vingtaine d'années un système de crèches avait été mis en place, permettant ainsi à davantage de femmes de travailler. Toutefois, l'arriération religieuse et le poids des traditions perduraient, et la vie des femmes continuait à être régie par des coutumes barbares.

Pour les femmes, l'exclusion et la ségrégation ne peuvent que s'aggraver maintenant qu'elles sont officiellement encouragées par les nouveaux dirigeants libyens. L'apologie de la charia à laquelle s'est livrée Abdeljalil était tout sauf une désagréable « surprise », comme ont voulu le faire croire les dirigeants occidentaux et leurs laquais. Le 3 août déjà, le CNT avait adopté une Déclaration constitutionnelle provisoire qui n'était passée inaperçue que de ceux qui voulaient se laisser aveugler par la propagande sarkozyste d'un Bernard-Henri Lévy (BHL). Elle commençait par la formule « *Au nom de Dieu Clément et Miséricordieux* », et son article premier proclamait : « *L'Islam est la religion, la Chariaa Islamique est la source principale de la législation.* »

La libération des femmes est indissolublement liée à la lutte des travailleurs pour construire une société communiste égalitaire d'abondance matérielle. Nous luttons pour libérer les travailleurs du joug de la religion. Comme l'expliquait Marx, « *La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur [...]. Elle est l'opium du peuple.* » Dans la société communiste future, la Bible et le Coran, avec leurs cruels préceptes anti-femmes, ne seront plus que des documents historiques. La libération des femmes nécessite non seulement la lutte contre les exactions impérialistes, mais aussi la prise du pouvoir par les travailleurs au moyen d'une révolution socialiste.

### Pour la révolution socialiste internationale !

La défense de la Libye contre les bombardements de l'OTAN aurait dû être un réflexe élémentaire, non seulement pour les révolutionnaires prolétariens qui s'opposent à l'impérialisme, mais aussi pour quiconque refuse de laisser les puissances capitalistes dominantes imposer leur loi aux pays plus faibles en utilisant leur supériorité militaire. Mais telle n'était pas la position de la plupart des réformistes sociaux-démocrates. Au début de la rébellion contre le régime de Kadhafi, ils ont emboîté le pas aux impérialistes en

reprenant à leur compte les récits non confirmés de massacres de civils par les forces kadhafistes, tout en présentant la « résistance » libyenne sous un jour flatteur.

Comme le notait la déclaration de la LCI, ce qui était au début essentiellement une guerre civile entre le régime bourgeois de Kadhafi basé à Tripoli et une opposition soutenue par l'impérialisme et basée dans l'est du pays – conflit dans lequel le prolétariat n'avait pas de côté à prendre – s'est retrouvé subordonné à l'intervention militaire impérialiste quand ont été déclenchés, le 19 mars, les bombardements. Avant le début de ceux-ci, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) de Besancenot avait, comme d'autres, pris fait et cause pour l'opposition libyenne. Dans une déclaration datée du 21 février, le NPA affirmait ainsi son « *soutien total aux insurgés dans leur lutte pour la démocratie et la chute de la dictature* ». Comme nous l'écrivions dans le *Bolchévik* n° 196 (juin) :

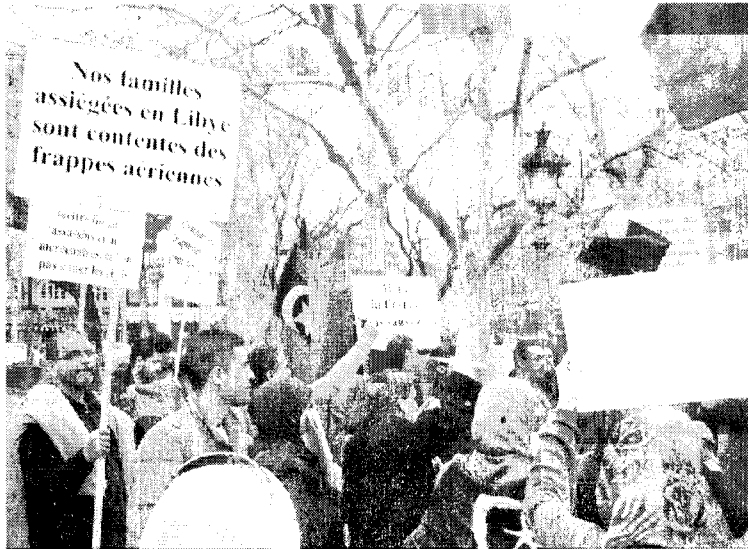
« Le NPA a signé l'appel à une manifestation ayant lieu à Paris l'après-midi du 19 mars demandant la « *reconnaissance du Conseil national de transition [CNT] intérimaire, seul représentant légitime du peuple libyen* » ; l'appel reprochait aux impérialistes d'hésiter et de tergiverser face aux crimes de Kadhafi, autrement dit leur demandait d'intervenir ; effectivement, les bombardiers français lançaient les frappes à 17h45 contre leurs victimes libyennes. »

A l'annonce de la mort de Kadhafi, les impérialistes n'étaient pas seuls à se réjouir. Dans une déclaration datée du 21 octobre, le NPA a exprimé sa « *compréhension* » à « *la joie et le sentiment de victoire de la population* » qui « *signe la fin définitive de l'ancien régime libyen* », « *un nouvel encouragement pour les millions de femmes et d'hommes qui, en Syrie ou au Yémen, se dressent héroïquement contre leur tyran* ». Seuls de misérables sociaux-démocrates loyaux envers leur propre classe dirigeante pouvaient ainsi voir dans la mort de Kadhafi une « *victoire* » et une raison de se « *réjouir* » pour la population libyenne, alors que cette mort scellait le triomphe d'un nouveau régime plus étroitement soumis aux impérialistes, sans parler des affrontements fratricides qui faisaient rage entre tribus et clans, ni de son programme hostile aux femmes et aux travailleurs africains.



EPA/BGNES

Refugiés libyens ayant réussi à atteindre Lampedusa en Italie. Des centaines d'autres sont morts en mer en tentant de fuir la guerre civile et de tromper la surveillance des marines impérialistes.



Le Bolchevik

**Manifestation à Paris le 26 mars en soutien aux opposants libyens pro-impérialistes, avec drapeaux tricolores et drapeaux monarchistes. Le NPA social-démocrate a signé l'appel à cette manifestation.**

La conclusion de la déclaration du NPA est à l'unisson des envolées « démocratiques » des BHL, Sarkozy et consorts sur lesquels il s'est aligné de façon particulièrement grotesque : « *La dictature abattue, rien ne s'oppose à ce que soit mis en place un nouveau pouvoir démocratiquement élu respectueux de toutes les libertés démocratiques et soucieux d'utiliser les richesses du pays pour satisfaire les immenses besoins de la totalité de la population.* »

### **Le NPA « tous ensemble » derrière les rebelles du général Sarkozy**

La question de la Libye est devenue ces derniers mois une pomme de discorde fractionnelle à l'intérieur du NPA, où une nouvelle « opposition » est apparue, cette fois-ci derrière Pierre-François Grond et Myriam Martin. Tous deux membres du Comité exécutif, ils ont rassemblé 40% des voix à la conférence du NPA de juin 2011. Au fond, pour ces opportunistes, c'est du « gauchisme » de présenter un candidat NPA au premier tour de l'élection présidentielle de l'an prochain et de se contenter de soutenir Hollande, Joly et Cic au deuxième tour. Ils veulent s'immerger dans le Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon et du PCF et présenter un candidat commun au premier tour. Mais comme les deux fractions du NPA finiront par appeler à voter pour le front populaire d'austérité raciste mené par le Parti socialiste, rien ne les sépare au fond politiquement.

Grond et compagnie ont ouvertement soutenu la résolution de l'ONU autorisant l'attaque impérialiste contre la Libye (voir l'article de Marie-Do Bartoli dans *Tout est à nous !* du 31 mars 2011). Mélenchon avait lui aussi applaudi les bombardements français en Libye, et le PCF, dans une déclaration à l'Assemblée nationale le 22 mars dernier, avait soutenu toutes les mesures de la résolution 1973 de l'ONU, y compris la « zone d'exclusion aérienne » et autres mesures de guerre des impérialistes, en les qualifiant de « *légitimes pour étouffer le régime libyen et protéger les populations civiles.* »

Pour la majorité, Armelle Pertus, ancienne tête de liste NPA dans les Hauts-de-Seine aux régionales de 2010, écrivait récemment dans le journal du NPA *Tout est à nous !* (27 octobre) qu'il fallait être dès le début contre l'intervention de l'OTAN en Libye, qu'elle dénonçait comme une « *reprise en*

*main occidentale d'un processus révolutionnaire* » – ce qui montre une fois de plus que, dès le début, tout le NPA était d'accord qu'une « révolution » était en cours et avait choisi le camp opposé au clan au pouvoir, celui de la racaille pro-impérialiste du CNT. Et elle conclut : « *Pour nous, la seule force capable de se débarrasser de la dictature en Libye, et en ce moment même en Syrie, c'est le peuple, les travailleurs sur place. Notre tâche, pour les y aider, est d'affaiblir les puissances impérialistes, de dégager notre propre gouvernement* » – ce qui signifie envoyer à l'Élysée François Hollande, qui avait lui aussi soutenu l'attaque impérialiste.

Quant aux « *travailleurs sur place* » en Libye, littéralement des centaines de milliers de travailleurs (en particulier les nombreux immigrés originaires d'Afrique subsaharienne et d'Asie) ont perdu leur emploi ; ils ont été chassés du pays ou jetés dans des centres de détention grâce au « *processus révolutionnaire* » du NPA. Lors de la visite du représentant de l'Union européenne à Tripoli le 12 novembre, le CNT s'est engagé à reprendre le travail de flic que faisait Kadhafi pour le compte de ses maîtres impérialistes de l'UE dans le but d'empêcher toute émigration vers l'UE.

Quant aux multiples groupuscules qui se sont liquidés dans le NPA ces dernières années (« *tendance CLAIRE* », « *gauche révolutionnaire* », « *CCR-plateforme 4* », etc.), la seule critique qu'ils aient pu éventuellement avoir de la majorité de Besancenot sur la question de la Libye, c'est que le NPA ne faisait pas suffisamment campagne pour une ligne qu'ils partageaient, soutenant sous une forme ou une autre les rebelles pro-impérialistes contre Kadhafi. Ils ont bien leur place « *tous ensemble* » dans le NPA social-démocrate. Aux origines du NPA il y avait le liquidationnisme pabliste, du nom de Michel Pablo qui avait détruit la Quatrième Internationale trotskyste au début des années 1950. Trahissant la lutte ardue pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, les pablistes ont cherché sans cesse des raccourcis sous forme de « *nouvelles avant-gardes* » à soutenir politiquement, espérant tout au plus les pousser vers la gauche. En France cela a d'abord été le PCF stalinien, puis le guérillisme petit-bourgeois, le féminisme, etc. Leur soutien écœurant à l'armée de terre de Sarkozy en Libye (les « *rebelles* ») n'est qu'un nouvel avatar de leur putréfaction social-démocrate et de leur cynisme. Ce n'est guère caricaturer le pablisme que de le résumer en paraphrasant le dicton : tout ce qui bouge est rouge (ou rose).

### **De la Libye à la Syrie : le NPA récidive**

Comme Kadhafi, Al-Assad est un dictateur local qui recourt à une répression meurtrière pour se maintenir au pouvoir, mais dans l'éventualité d'une attaque impérialiste, le prolétariat international doit se prononcer pour la défense militaire du pays néocolonial qu'est la Syrie, sans donner le moindre soutien politique au régime capitaliste d'Al-Assad. Mais le 14 octobre, le NPA a publié sur son site internet un article intitulé « *Solidarité avec le peuple syrien. A bas Bachar el Assad ! Dans la rue le 15 octobre* », où il appelait à « *interpeller les chefs d'Etats du prochain G20 à Cannes* » ! On pouvait y lire :

« *Dans cette situation dramatique, le peuple syrien ne cesse d'appeler à la solidarité internationale. Il est plus que temps de répondre à cet appel pour soutenir les manifestants syriens, pour obliger tous les gouvernements à caractériser les crimes de masse dirigés par Bachar, et à prendre toutes les sanctions*



diplomatiques et économiques capables de saper le pouvoir syrien et d'empêcher son impunité. »

Pour les réformistes du NPA, l'impérialisme français gorgé du sang de ses victimes coloniales (y compris syriennes) et néocoloniales peut être « obligé » à lutter contre l'oppression ! A croire que Sarkozy les a entendus : il met en œuvre les mesures proposées par le NPA, et en supplément il a déjà envoyé des forces spéciales pour entraîner les rebelles (voir *Le Canard enchaîné*, 23 novembre). **Troupes françaises, hors du Proche-Orient, hors d'Afrique, hors d'Afghanistan !**

L'histoire des capitulations pablistes à l'impérialisme français est bien longue. En 1999, sous Jospin, la LCR, prédécesseur du NPA, appelait déjà à une occupation impérialiste au Kosovo sous l'égide de l'UE et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), une autre cabale impérialiste. Elle écrivait à l'époque dans son journal (*Rouge*, 1<sup>er</sup> avril 1999) : « L'OTAN n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire » !

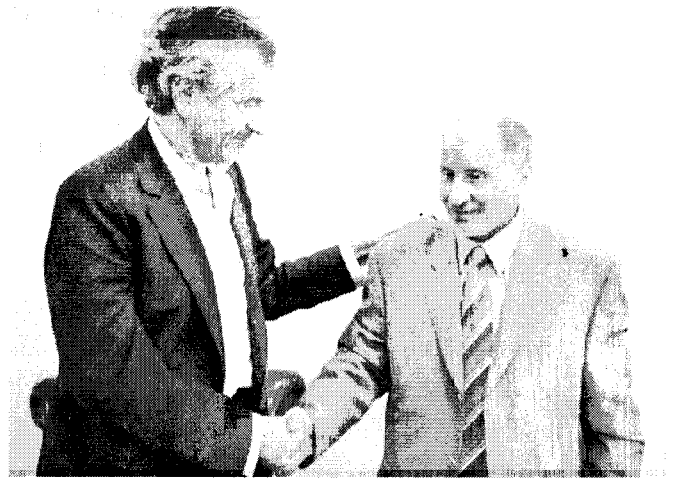
En 2002-2003, la LCR avait signé, au côté du PS, des Verts et Cie, tous les appels chiraquistes contre la guerre en Irak : « La France doit s'opposer à cette guerre. Elle peut et doit utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies » (tract d'appel à la manifestation contre la guerre du 12 octobre 2002), ou encore « Nous demandons au gouvernement français de prendre les initiatives nécessaires auprès des instances internationales (Assemblée générale de l'ONU, Cour internationale de Justice, ...) pour condamner les Etats agresseurs » (appel à la manifestation du 15 février 2003).

Mais c'est pendant les années 1980, quand Mitterrand était en Europe le fer de lance de la campagne antisoviétique, que la LCR a réellement fait ses preuves comme petit soldat de sa propre bourgeoisie en applaudissant les forces contre-révolutionnaires, de Solidarnosc aux « démocrates » russes de Boris Eltsine. La contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique a été une énorme défaite pour les travailleurs du monde entier ; elle a encouragé les impérialistes à recourir à la force contre les pays plus faibles, ce qui conduit à une multiplication des bombardements, des guerres et des occupations, avec notamment les massacres en Afghanistan et en Irak et tout récemment en Libye.

### **Pour une fédération socialiste de l'Afrique du Nord ! Pour la révolution permanente du Maghreb à l'Egypte !**

La « révolution arabe » que les NPA et consorts aiment applaudir ne peut par définition pas être une révolution faite par les travailleurs des pays arabes contre leur bourgeoisie car elle confond les travailleurs arabes et les bourgeoisies arabes dans un seul « peuple ». Cette conception nie la nécessité de l'indépendance politique du prolétariat par rapport à toutes les forces bourgeoises et constitue un obstacle au développement des bases mêmes d'une conscience de classe au sein du prolétariat.

Il y a une différence entre les événements en Libye et les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte : dans ces deux derniers pays il existe une classe ouvrière puissante et concentrée qui a joué un rôle de premier plan dans le renversement des régimes en place. Le prolétariat est la seule force qui possède la puissance sociale et l'intérêt de classe nécessaires pour se placer à la tête de tous les pauvres et de tous les opprimés et mener à bien une révolution socialiste pour renverser tous les régimes sanguinaires de la région. Mais pour



Le Parisien - Marc Roussel

**5 mars : Bernard-Henri Lévy, émissaire de Sarkozy, tape sur l'épaule de Moustapha Abdeljalil, président du CNT. Celui-ci a récemment proclamé la charia.**

accomplir cette tâche, la classe ouvrière doit apparaître comme force révolutionnaire sous son propre drapeau.

La tâche des marxistes authentiques est de combattre les illusions dans la nouvelle « révolution arabe » et toutes les manifestations du nationalisme, qui en Egypte a conduit les masses à accorder leur confiance à l'armée, ce qui a ouvert la voie à la répression d'Etat meurtrière de ces dernières semaines et ensuite à la victoire électorale des islamistes réactionnaires ; et de même en Tunisie (voir notre article page 5). Il faut également dissiper les illusions dans l'impérialisme « démocratique », qui seront utilisées par les capitalistes pour dévoyer la lutte contre la dictature. Les bombardements de l'OTAN en Libye, tout comme l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, sont là pour rappeler que la « démocratie » n'est qu'un masque dissimulant la vraie nature de l'impérialisme, qui par nature cherche à asservir les pays néocoloniaux.

Il faut des partis ouvriers révolutionnaires pour diriger le prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, contre les régimes militaires bonapartistes, les intégristes islamistes et toutes les forces politiques bourgeoises, ouvrant ainsi la voie à l'émancipation des femmes et à la libération de tous les opprimés et de tous les exploités grâce à la collaboration révolutionnaire avec le prolétariat des centres impérialistes. Les impérialistes chercheront assurément à écraser un mouvement révolutionnaire de ce type : la lutte pour le pouvoir prolétarien en Afrique du Nord et au Proche-Orient doit être liée à la lutte pour le pouvoir ouvrier dans les pays capitalistes avancés. Il y a en France des centaines de milliers de travailleurs d'origine nord-africaine ; ils sont une composante clé des secteurs stratégiques syndiqués du prolétariat ici, et ils constitueront le lien indispensable à cette extension d'une future révolution socialiste. Comme nous l'écrivions (supplément au *Bolchévik*, mars 2011) :

« Il est clair que le prolétariat libyen a subi un coup terrible dans le conflit actuel ; les travailleurs immigrés – une composante majeure de la classe ouvrière dans ce pays – fuient en masse le chaos, la violence armée et les agressions racistes. L'avenir des masses libyennes sera décidé par une lutte de classe ouvrière s'étendant, au-delà du terrain national, aux prolétariats de l'Algérie, de la Tunisie et tout particulièrement de l'Egypte. Il faut pour cela forger des partis ouvriers révolutionnaires, parties intégrantes d'une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste, qui fera le lien entre le combat pour une fédération socialiste de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient et la lutte pour la révolution prolétarienne dans les centres impérialistes. »

## Tunisie...

Suite de la page 6

pouvoir en son propre nom ; ils ont besoin pour cela d'un parti révolutionnaire léniniste.

Quant à la LGO, elle a essayé de construire sa propre alliance de collaboration de classes (baptisée « *front anti-libéral et anti-impérialiste* ») avec des composantes du « Front du 14 janvier », un front populaire incluant des formations bourgeoises se réclamant du nassérisme ou du baasisme, qui s'était constitué après la chute de Ben Ali (*Tout est à nous !*, 22 septembre). Cette tentative ayant fait long feu, et la LGO n'ayant pas non plus réussi à obtenir son visa de légalisation, elle a publié le 9 octobre une déclaration appelant au boycott des élections et déplorant « *l'absence des conditions nécessaires pour une élection démocratique* » (site web de *Tout est à nous !*, 22 octobre).

De son côté, le PCOT, dans sa déclaration postélectorale, affirme vouloir se consacrer à la lutte « *pour l'instauration d'un véritable changement démocratique, patriotique et populaire* » (*Tout est à nous !*, 3 novembre). Malgré leur baratin occasionnel sur la « révolution », aucun de ces réformistes ne va au-delà de la lutte pour la « démocratie » ; autrement dit, ils défendent un programme explicitement limité au cadre capitaliste.

### Menaces sur les droits des femmes

Comparée au reste de la région, la Tunisie peut se prévaloir de droits relativement étendus pour les femmes, la plupart acquis sous la présidence de Bourguiba, immédiatement après l'indépendance du pays en 1956. Ces droits, incorporés dans le Code du statut personnel (CSP), constituent, comme nous l'écrivions il y a plus de vingt ans, « *un compromis boiteux, fragile, réversible, entre la loi islamique et la "modernité" bourgeoise* » (*Le Bolchévik* n° 79, janvier 1988). Ceci explique pourquoi il est considéré comme acceptable par Ennahdha. Il y a égalité formelle devant la loi, la polygamie est illégale et le divorce est régi par le code civil. Le droit à l'avortement existe et la contraception est accessible, mais pas gratuite, ce qui en limite l'accès pour les travailleuses et les femmes des couches pauvres de la société. En outre, les femmes célibataires sont toujours légalement sous la tutelle de leur père, les mariages arrangés sont fréquents, et l'homme doit payer une dot pour sa future épouse. Un rituel magique, le *tasfiḥ*, est pratiqué dans le but, soi-disant, de protéger la virginité des adolescentes ; et l'hyméoplastie (la réfection chirurgicale de l'hymen pour redonner l'apparence de la virginité) est pratiquée dans la petite bourgeoisie. Le harcèlement sexuel est très répandu, et les lois sur l'héritage sont très discriminatoires à l'encontre des femmes.

Lors des dernières élections, aucun parti n'était autorisé à se présenter s'il n'avait pas une moitié de femmes sur ses listes. Mais en fait seules 49 femmes ont été élues pour 217 sièges – dont 42 pour Ennahdha, souvent des femmes voilées qui pensent que les femmes doivent vivre conformément à leur conception de la charia. Cette clause de parité a aidé Ennahdha à se présenter comme favorable aux femmes. En tant que marxistes, nous sommes contre laisser l'Etat dicter qui un parti politique, y compris un parti révolutionnaire, a le droit de présenter – homme ou femme, « citoyen » ou « étranger ».

Les femmes constituent près de 30 % de la force de travail du pays, y compris dans la classe ouvrière (un tiers des membres de l'UGTT sont des femmes). De plus, la majorité



Abdessaïem Jerad, le dirigeant de la fédération syndicale UGTT (à droite), en conversation avec Ben Ali la veille de la fuite du dictateur

des étudiants sont des femmes, et dans la petite bourgeoisie 31 % des avocats, 40 % des professeurs de l'enseignement supérieur ou 42 % des médecins sont des femmes. Cette couche féminine de la petite bourgeoisie hautement qualifiée a engendré de nombreux groupes pour les droits des femmes, dont l'action vise essentiellement le maintien du CSP. Aujourd'hui, beaucoup de ces femmes s'inquiètent à juste titre des conséquences que la victoire électorale d'Ennahdha aura pour les droits des femmes.

Rached Ghannouchi a pris soin d'insister qu'Ennahdha a l'intention de préserver les droits des femmes actuellement garantis par la loi tunisienne, et il affirme que les femmes ne seront pas forcées de porter le voile. Il cite régulièrement le Parti pour la justice et le développement (AKP) en Turquie comme son modèle pour l'avenir de la Tunisie. Mais comme l'écrivaient nos camarades allemands après la réélection de l'AKP en 2007 (*Spartakist* n° 170, mars 2008), une fois l'AKP au pouvoir, « *de nouveaux amendements constitutionnels ont été annoncés pour mettre fin à l'interdiction de longue date du port du foulard dans les universités et les institutions publiques et pour remplacer l'article de la constitution actuelle qui oblige le gouvernement à "garantir l'égalité pour les hommes et les femmes" par une formule décrivant les femmes comme un "groupe vulnérable qui a besoin d'une protection spécifique"*. Pendant ce temps, les forces de la réaction islamique s'enhardissent : elles commencent à changer le paysage politique et social de la Turquie, y compris dans des villes comme Istanbul. Dans certains ministères, les horaires de travail sont organisés en fonction des heures de prière, garçons et filles sont séparés dans les lycées, une mesure tout à fait réactionnaire [...]. Aujourd'hui, plus de 60 % des femmes turques portent le voile sous une forme ou une autre. » Quatre ans après, la situation a encore empiré : la Turquie est l'un des pays en Europe où les violences faites aux femmes sont les plus répandues (*The Economist*, 12 mai 2011).

Nous sommes opposés au voile, quelle que soit sa forme ; c'est à la fois un symbole et un instrument de l'oppression des femmes. En même temps, nous sommes également opposés à l'interdiction ou à la restriction du port du voile par l'Etat. En tant que marxistes, nous sommes pour la séparation de la religion et de l'Etat et nous revendiquons une éducation gratuite et laïque pour tous. Mais nous savons aussi que les fondamentalistes islamiques utiliseront tout assouplissement de l'interdiction du voile pour faire pression sur les femmes afin

de les contraindre à le porter. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui en Tunisie : on rapporte que des enseignantes qui ne portent pas le voile se font huer pour qu'elles se retrouvent dans l'impossibilité de faire cours ; leurs cours sont boycottés et elles se font même agresser physiquement. Des hommes abordent des femmes qui travaillent dans des magasins en leur disant qu'elles doivent rester à la maison et ne pas travailler. A l'université de Gabès, dans le sud-est du pays, les salafistes ont réussi à imposer la division de la cantine en espaces séparés pour les hommes et les femmes. Un article paru dans *la Presse de Tunisie* (7 novembre) expliquait que le « harcèlement des femmes dans la rue, à l'université et dans certains lieux de travail a en fait commencé dès le mois de février, quelques semaines après la révolution de la liberté et de la dignité. Mais ce harcèlement s'est intensifié depuis les élections du 23 octobre qui ont donné à Ennahdha la majorité relative dans l'Assemblée constituante. »

Ennahdha affirme qu'il n'a rien à voir avec ces attaques contre les droits des femmes, mais on reproche souvent à ses porte-parole d'adapter leur discours à leur auditoire. Une des représentantes les plus médiatiques d'Ennahdha pendant la campagne électorale était une certaine Souad Abderrahim, femme d'affaires et pharmacienne de 47 ans qui ne porte pas le voile, et qu'on présente souvent comme la quintessence du « glamour » de la femme moderne tunisienne. Lors d'un débat radiodiffusé, Souad Abderrahim a annoncé que les femmes célibataires qui ont des enfants sont « une infamie » et ne « devraient pas aspirer à un cadre légal qui protège leurs droits », avant d'ajouter scandaleusement que « éthiquement, elles n'ont pas le droit d'exister » (*Libération*, 10 novembre).

Pour Abderrahim et ses semblables, seules les femmes mariées, confinées dans le cadre de la famille, ont le « droit d'exister » et d'avoir des enfants. On touche là au cœur de l'oppression des femmes, enracinée dans la société de classe, dans l'institution répressive qu'est la famille. La famille est essentielle pour la société capitaliste ; elle ne peut pas simplement être abolie : les fonctions sociales qu'elle remplit, comme les tâches ménagères, l'éducation des enfants, la préparation des repas, etc., doivent être remplacées par des institutions sociales. Mais la perspective du remplacement de la famille exige un formidable bon en avant en termes de déve-

loppement social ; on ne pourra l'accomplir sans la destruction préalable du pouvoir capitaliste au niveau mondial et son remplacement par une économie rationnelle et démocratiquement planifiée. L'oppression des femmes fait partie intégrante des rapports de propriété capitaliste, et elle est soutenue idéologiquement par la religion ; c'est pourquoi l'oppression des femmes ne peut pas être éradiquée dans la société capitaliste. En même temps, sans une lutte pour mettre fin à l'oppression des femmes, qui renforce toutes les formes d'arriération sociale, il n'y aura pas de révolution prolétarienne.

## Pour la révolution permanente en Tunisie

La Tunisie est un pays néocolonial dont la bourgeoisie, y compris celle de l'après-Ben Ali, est liée de mille manières à l'impérialisme. La France, l'ancienne puissance coloniale, continue à tirer profit de l'oppression profonde des masses tunisiennes. En effet, la subordination de la Tunisie envers l'impérialisme sert à garantir l'exploitation et l'oppression brutales de son peuple. Pour parvenir à une véritable libération nationale et sociale, le prolétariat doit se mobiliser à la fois contre les impérialistes et contre la bourgeoisie nationale, qui sont les ennemis mortels des travailleurs et des opprimés en Tunisie.

Dans des pays à développement capitaliste retardataire comme la Tunisie, la faiblesse congénitale de la bourgeoisie nationale l'attache si fortement à l'impérialisme que même les tâches démocratiques les plus élémentaires, telles que l'égalité des femmes devant la loi, la séparation complète de la religion et de l'Etat ou la révolution agraire pour donner la terre aux paysans, ne peuvent pas être réalisés sans le renversement de l'ordre capitaliste. De plus, la consolidation du pouvoir prolétarien nécessite son extension internationale vers les centres impérialistes, et particulièrement la France, l'ancien oppresseur colonial. Voilà au fond de quoi il s'agit avec la théorie de la révolution permanente qu'avait élaborée Trotsky.

Dans une déclaration datée du 29 octobre (*la Forge*, novembre 2011), le PCOT pleurnichait que le score électoral lamentable de la gauche était dû au rôle de l'argent, sous forme de corruption et d'achats de voix, de la partialité des médias publics ainsi que des consignes de vote données dans les mosquées. La vérité, c'est que les élections bourgeoises servent à renforcer la domination bourgeoise ; elles ne peuvent pas exprimer fidèlement la volonté des masses, en particulier dans une période d'agitation et de soulèvements sociaux ; les élections en Tunisie viennent de le démontrer une nouvelle fois de façon spectaculaire.

Réclamer une assemblée constituante était une revendication populaire après le renversement du régime de Ben Ali, avec l'argument que c'était ainsi que l'on pouvait s'adresser aux revendications démocratiques – alors qu'en réalité seul le pouvoir prolétarien peut les satisfaire. Nous insistions dans notre propagande sur le fait que la classe ouvrière tunisienne doit établir « des comités d'usine, des organes de double pouvoir sur le lieu de production, et à partir de là constituer des milices ouvrières, auxquelles participeront les pauvres et les chômeurs des villes, pour l'autodéfense contre les nerfis de l'Etat » (supplément au *Bolchévik*, 4 février 2011). Cependant, nous avons aussi appelé à une assemblée constituante révolutionnaire au lendemain immédiat de la chute de Ben Ali, et peu de temps après aussi en Egypte. En examinant plus en profondeur cette question, la Ligue



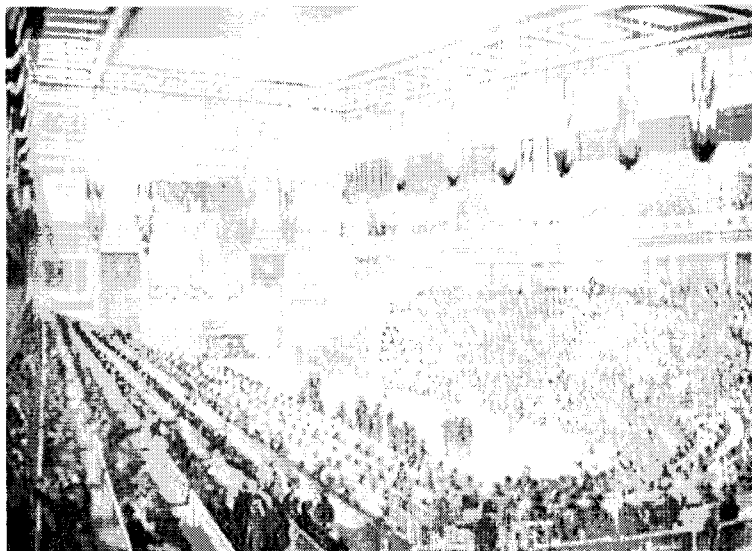
6 mai 2011 : les flics arrêtent un manifestant venu protester contre le « gouvernement de transition ».

communiste internationale (LCI) a changé sa position. Dans le passé et dans d'autres circonstances, nous avons appelé à une assemblée constituante à de nombreuses reprises, comme l'avaient fait nos prédécesseurs dans le mouvement trotskyste (y compris Trotsky lui-même). Il nous a fallu nous demander si, à la lumière de l'expérience historique, cette revendication est ou non appropriée ou conforme à nos principes, du point de vue de la révolution prolétarienne. Comme nous l'expliquons dans une résolution adoptée récemment par le Comité exécutif international de la LCI :

« L'assemblée constituante a certes joué un rôle progressiste dans la grande révolution bourgeoise française de 1789. Toutefois, l'expérience historique accumulée depuis lors démontre que cela a cessé d'être le cas par la suite. Dès les révolutions de 1848, dans toutes les situations où une assemblée constituante ou un organe législatif bourgeois similaire a été convoqué dans le contexte d'une insurrection prolétarienne, son but a été de rallier les forces de la contre-révolution contre le prolétariat et de liquider les organes du pouvoir prolétarien. C'était évident pendant la Commune de Paris en 1871, pendant la révolution d'Octobre 1917 et pendant la Révolution allemande de 1918-1919. Même si cela n'a jamais été codifié ultérieurement par l'Internationale communiste sous la forme d'une position de principe générale, tout le combat mené par les bolchéviks sous la direction de Lénine et Trotsky après la révolution d'Octobre allait dans le sens de traiter l'assemblée constituante comme une institution contre-révolutionnaire. »

La LCI a donc rejeté comme contraire à nos principes la revendication d'une assemblée constituante. Nous avons insisté dans notre propagande sur la Tunisie qu'il fallait s'adresser aux revendications démocratiques des masses après des décennies de régime policier ; elles peuvent être un levier pour mobiliser la classe ouvrière, et les opprimés derrière elle, pour une révolution socialiste. Parmi ces revendications figurent la liberté de la presse, la liberté de réunion, une véritable séparation de la mosquée et de l'Etat, etc. Mais l'appel à une assemblée constituante n'est pas une revendication démocratique, c'est un appel à un gouvernement capitaliste. Si nous rejetons cet appel, cela reflète à la fois l'expérience historique du prolétariat et l'extension du programme marxiste au cours des années. (Ce n'est pas la même question que celle de présenter des candidats à ce genre d'élections, avec comme objectif d'utiliser la campagne électorale, ainsi que les sièges au parlement si l'on est élu, comme tribune pour appeler les ouvriers à s'organiser en classe pour soi – c'est-à-dire à lutter pour leur propre pouvoir de classe.)

Marx réfléchit à l'expérience des révolutions de 1848 où les bourgeoisies européennes avaient fait cause commune avec les forces de la réaction aristocratique. En conclusion, il mit en avant la « révolution en permanence ». Marx, montrant du doigt la trahison commise par la petite bourgeoisie démocratique, argumenta que la tâche à l'ordre du jour était de « rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir » (« Adresse du comité central à la Ligue des communistes », mars 1850) et que la révolution ait été étendue internationalement. Trotsky a appliqué cette idée à la Russie tsariste dans ses écrits de 1904-1906 ; plus tard, à l'époque de la Deuxième Révolution chinoise, il a généralisé le programme de la révolution perma-



sans crédit

**Assemblée nationale élue en mai 1848. Marx la dénonça comme « la reconstitution politique, la consolidation politique de la société bourgeoise » pour juger et condamner le prolétariat parisien après son insurrection en février.**

nente en général aux pays à développement inégal et combiné. Pour nous la bourgeoisie a un caractère réactionnaire, que ce soit dans les pays semi-coloniaux ou dans les pays capitalistes avancés ; cela veut dire qu'il ne peut pas y avoir de parlement bourgeois révolutionnaire. L'appel à une assemblée constituante est de ce fait en contradiction avec la révolution permanente.

Pendant la révolte en Tunisie, la colère des masses et leur espoir d'un vrai changement ont été canalisés vers la revendication d'élections qui n'allaient que changer le nom et le visage des oppresseurs capitalistes. En fait, dès son apparition en tant que classe, la bourgeoisie tunisienne a toujours habillé sa domination sous les oripeaux d'une constitution (bourgeoise). Ce fut le cas avec la revendication d'une constitution contre le régime colonial-féodal du beylicat, plus tard avec la constitution rédigée par Habib Bourguiba, l'homme fort des premières années de la république tunisienne, et aujourd'hui avec les efforts pour empêcher un soulèvement prolétarien. Le parti historique de la bourgeoisie tunisienne s'est longtemps appelé Néo-Destour (« destour » veut dire « constitution » en arabe) ; son nom officiel était le « Nouveau parti libéral constitutionnel tunisien », et il fut rebaptisé « Parti socialiste destourien » en 1964. Des années plus tard, Ben Ali le rebaptisa... « Rassemblement constitutionnel démocratique » (RCD).

Une révolution prolétarienne arrachant le pouvoir à la classe capitaliste dans un pays du monde arabe aurait un impact gigantesque dans toute la région. Elle aurait immédiatement des réverbérations jusque dans les pays impérialistes, et notamment en France où vivent plusieurs millions de personnes d'origine maghrébine, concentrées dans le prolétariat et les couches les plus opprimées de la population, formant un pont vivant pour la révolution socialiste entre les deux côtés de la Méditerranée. Pour lutter pour le renversement de l'ordre capitaliste, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire prolétarien ; on ne pourra le construire que dans une lutte intransigeante contre toutes les forces bourgeoises. Nous luttons pour reforger la Quatrième Internationale fondée par Trotsky sur la base de l'héritage de la révolution d'Octobre. ■

# Europe...

Suite de la page 2

manifestaient un mois plus tôt. Au Portugal, le pays a été presque totalement paralysé par une grève générale d'une journée le 24 novembre. Mais l'opposition « communiste » sabote les luttes des travailleurs en appelant à défendre l'intérêt national et en déplorant « l'abandon de la souveraineté du pays » (*Junge Welt*, 25 novembre).

Les dirigeants syndicaux réformistes ne peuvent pas mener une lutte de classe efficace contre l'austérité capitaliste parce qu'ils soutiennent politiquement l'UE et, plus largement, parce qu'ils sont de mille manières attachés à l'ordre bourgeois. Les dirigeants des principaux syndicats espagnols sont liés au PSOE, tandis qu'en Grèce les principales fédérations syndicales sont dirigées par des partisans du PASOK – autrement dit, par ces mêmes partis qui récemment encore étaient le fer de lance de l'austérité dans ces pays. Au nom de la collaboration de classes, les réformistes acceptent l'idée que les travailleurs et leurs exploiters auraient un « intérêt national » commun, et que par conséquent les travailleurs doivent assumer leur « juste part » des sacrifices quand l'économie dévise. C'est un mensonge. Ouvriers et capitalistes ont des *intérêts de classe opposés*. Le cycle expansion-récession est inhérent au système capitaliste ; il ne sera éliminé que quand le prolétariat prendra le pouvoir et arrachera les richesses productives des mains de la bourgeoisie.

Des luttes de classe en Allemagne et en France en solidarité avec les travailleurs grecs, italiens, espagnols et portugais permettraient d'amplifier le combat contre l'austérité ; elles aideraient de plus les travailleurs dans toute l'Europe à s'affranchir du nationalisme et à rompre avec leur propre bourgeoisie. En Allemagne, la politique de collaboration de classes du Parti social-démocrate (SPD) a considérablement aidé la bourgeoisie allemande à améliorer sa compétitivité face à ses rivales. Une coalition entre le SPD et les Verts, un parti bourgeois, a été au pouvoir de 1998 à 2005 ; elle a joué un rôle déterminant pour accroître la compétitivité allemande en diminuant les salaires, en détériorant les conditions de travail et en s'attaquant à « l'Etat-providence », notamment avec



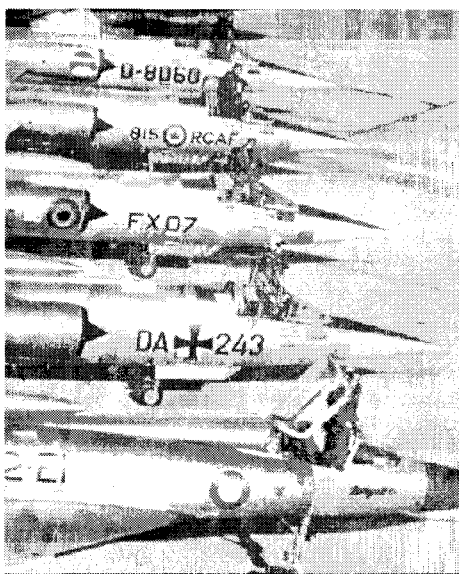
les « réformes Hartz » qui ont réduit considérablement les allocations chômage et de solidarité. Le recours au travail temporaire a explosé, et un énorme secteur d'emplois à bas salaires a été créé. Le salaire réel médian a baissé de 7,4 % entre 2000 et 2010, et 1 400 000 personnes, bien qu'ayant un emploi à temps complet, dépendent aujourd'hui des aides sociales pour joindre les deux bouts.

L'économie allemande était déjà la plus puissante d'Europe ; sa compétitivité accrue explique pourquoi ce pays peut dicter sa loi au reste du continent. Il est clair que le capitalisme allemand puise sa rentabilité accrue directement dans la poche de la classe ouvrière allemande. Ceci montre le lien entre la lutte contre l'impérialisme en politique extérieure et la lutte contre la domination capitaliste à l'intérieur. Surtout, il faut forger, en Allemagne et ailleurs, des partis internationalistes révolutionnaires pouvant diriger les masses travailleuses en lutte pour défendre leurs intérêts immédiats, dans le cadre du combat pour le pouvoir ouvrier.

## L'UE : de l'alliance antisoviétique au consortium impérialiste

Dominée par l'Allemagne et la France, l'UE a avant tout pour raison d'être de servir les intérêts de ces puissances impérialistes et de leurs partenaires subalternes afin d'exploiter leur propre classe ouvrière et d'utiliser les Etats plus dépendants, comme la Grèce et beaucoup de pays d'Europe de l'Est, comme lieu de villégiature ou réservoir de main-d'œuvre bon marché. Nous n'avons pas varié dans notre opposition politique à l'UE et à ses prédécesseurs. Nous écrivions en janvier 1973 (« Le mouvement ouvrier et le Marché commun », *Workers Vanguard* n° 15) : « A l'époque impérialiste, les alliances entre Etats capitalistes, y compris sur le plan économique, sont dirigées contre d'autres Etats, qu'il s'agisse d'Etats avancés ou retardataires. Le Marché commun est fondamentalement une alliance instable entre le capitalisme français et le capitalisme allemand, sur la base de la politique économique la plus réactionnaire. »

L'UE est une construction fragile, exposée aux tensions constamment engendrées par la divergence des intérêts natio-



Des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, partie intégrante de l'arsenal antisoviétique de guerre froide

Visitez le site web de la LCI  
[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

naux des impérialistes européens ; ces tensions menacent constamment de la faire éclater. Il ne peut en être autrement. Les forces productives ont depuis longtemps débordé du cadre national, et pourtant le capitalisme est un système qui repose fondamentalement sur les Etats-nations : chacune des différentes classes capitalistes nationales a besoin d'avoir son propre Etat pour promouvoir et défendre ses intérêts à l'intérieur et à l'étranger. De ce fait, sous le capitalisme, une union politique, ou un super-Etat européen, est un objectif nécessairement réactionnaire en même temps qu'une utopie fumeuse.

Lénine, le dirigeant de la révolution prolétarienne d'octobre 1917 en Russie, écrivait à ce sujet en 1915 :

« Certes, des ententes *provisaires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique [...] »

– « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe »  
(août 1915)

Lénine insistait sur le fait que le partage des profits entre rivaux impérialistes était en dernier ressort déterminé *par la force*. Cette analyse contredisait les affirmations du social-démocrate allemand Karl Kautsky, dont le rêve d'un « ultra-impérialisme » présumait que l'on pouvait résoudre pacifiquement ce genre de conflit, ce qui escamotait la nécessité de la révolution prolétarienne. Comme l'expliquait Lénine : « *Les seuls moyens possibles, en régime capitaliste, de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont les crises dans l'industrie et les guerres en politique.* »

Les origines de l'Union européenne remontent aux années 1950 ; les impérialistes d'Europe de l'Ouest s'efforçaient alors, sous la houlette des Etats-Unis, de stabiliser leur alliance contre l'Union soviétique au moyen d'une coopération économique plus étroite. Née de la révolution d'Octobre, la Russie soviétique était demeurée, malgré sa dégénérescence stalinienne, un Etat ouvrier basé sur l'expropriation des capitalistes et sur la collectivisation des moyens de production. Grâce à son économie planifiée, l'URSS assurait un emploi, des soins médicaux et une éducation pour tous – un contraste saisissant avec les ravages du capitalisme qui ne sont que trop évidents aujourd'hui. Nous, trotskystes, étions pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union sovié-

tique contre les impérialistes, qui depuis toujours avaient cherché à la détruire.

Notre opposition de principe à la fois à l'OTAN – l'alliance militaire constituée contre l'Union soviétique après la Deuxième Guerre mondiale – et à l'UE et ses prédécesseurs était liée au fait que nous défendions l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés qu'étaient la RDA (Allemagne de l'Est) et les pays d'Europe de l'Est. Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, la fonction antisoviétique de l'UE/OTAN a disparu. L'UE est restée un bloc commercial impérialiste. Les Etats-Unis ont conservé leur hégémonie militaire, mais sans leur suprématie économique d'autrefois.

Peu après la chute du mur de Berlin en 1989, le président François Mitterrand avait conditionné l'acceptation par la France de la réunification allemande (résultat de l'absorption de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest capitaliste) à la conclusion d'un accord entre les deux pays sur une monnaie commune. C'était censé empêcher l'Allemagne d'abuser de sa puissance accrue pour dicter sa loi aux autres Etats européens, et particulièrement à la France. De surcroît, la nouvelle monnaie devait être une arme contre l'hégémonie internationale du dollar américain. Mais l'unité entre ces deux puissances impérialistes est elle-même pleine de conflits, comme le montre la controverse sur comment faire face à la crise actuelle dans la zone euro.

En 1992, le traité de Maastricht avait autorisé la création de l'euro ; la monnaie commune commença à circuler sur les marchés en 1999, avant son introduction sous forme sonnante et trébuchante en 2002. Le Parti communiste français (PCF) s'était opposé au traité, au motif que son introduction aboutirait à la domination de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme français – autrement dit, il s'y opposait du point de vue réactionnaire du nationalisme français. Le PCF s'est par la suite réconcilié avec l'euro. La majeure partie de la gauche réformiste européenne en a fait autant ; soit elle soutient explicitement l'UE, soit elle estime que celle-ci peut être utilisée pour améliorer le sort des travailleurs (une « Europe sociale »).

## Vient de paraître !



*Spartacist* publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Il est publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol. *Spartacist* édition française est envoyé à tous les abonnés au *Bolchévik*.

### ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €  
Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L  
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada

*Spartacist* édition française, n° 40 (automne 2011)  
1,50 € / 2\$Cdn (72 pages)

Les prédécesseurs de la Ligue pour la Cinquième Internationale et de son groupe britannique Workers Power avaient adopté une position abstentionniste lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht. Tout comme le Parti travailliste britannique, ils étaient des partisans enthousiastes de la « charte sociale » de l'UE avec ses promesses fumeuses de garanties pour les droits des travailleurs, l'égalité sexuelle, etc. Ils écrivaient dans leur journal *Workers Power* (juin 1992) que « les clauses du traité de Maastricht peuvent aussi être une base pour étendre les droits et les acquis aux Etats où la classe ouvrière n'a jamais conquis de tels acquis, ou les a perdus » ; ils ajoutaient que « dans une certaine mesure, les travailleurs européens seront mieux armés pour riposter à une échelle continentale après la mise en place des critères de Maastricht ». Le groupe français Lutte ouvrière (LO) écrivait de même en 2005 : « Même telle quelle, réalisée sur des bases capitalistes, avec tout ce qui en découle d'injustices et d'insuffisances, l'Union européenne représente un progrès dans un certain nombre de domaines » (*Lutte de Classe* n° 86, février 2005). Workers Power et LO sont les kautskystes d'aujourd'hui, des laquais du capital pénétrés d'une foi naïve dans l'impérialisme « démocratique » et ses diverses alliances.

Certains cercles bourgeois sont toutefois opposés à l'UE et à l'euro. Une fraction de la bourgeoisie allemande a toujours été extrêmement sceptique vis-à-vis de l'euro, parce qu'elle est d'avis que l'impérialisme allemand fonctionnerait mieux avec le deutschemark. Il existe un fort courant anti-UE au sein du Parti conservateur britannique, et divers groupes fascistes ou populistes de droite sont opposés à l'UE d'un point de vue chauvin. Dans les faits, la gauche réformatrice a abandonné à la droite réactionnaire le monopole de l'opposition à l'UE – dans laquelle beaucoup de travailleurs voient, avec raison, un instrument de l'austérité capitaliste.

### La troisième tentative de l'impérialisme allemand pour gouverner l'Europe

La Ligue communiste internationale expliquait dans une déclaration publiée en 1997 qu'une monnaie commune sans Etat commun n'est pas viable :

« Le contrôle de la quantité de monnaie à l'intérieur de ses frontières est une prérogative économique fondamentale d'un Etat bourgeois, prérogative qui est étroitement liée à d'autres instruments de politique économique. Un système monétaire stable basé sur l'"euro" nécessiterait des restrictions sévères et permanentes des impôts et des dépenses gouvernementales dans tous les Etats membres de l'Union européenne. [...] Mais comme le capitalisme est organisé sur la base d'Etats nationaux distincts, ce qui constitue en soi la cause des guerres impérialistes à répétition pour rediviser le monde, il est impossible de mettre en place un Etat bourgeois pan-européen stable. Un "super-Etat" impérialiste européen ne peut être réalisé que par les méthodes d'Adolf Hitler [...]. Si le projet de monnaie commune européenne de Maastricht devait voir le jour, ce serait seulement une péripétie brève et conflictuelle. »

– *le Bolchévick* n° 143, été 1997

Nous traversons aujourd'hui la première crise économique mondiale vraiment grave depuis la publication de cette déclaration. Les conflits qui ont surgi en Europe menacent d'abou-



Manifestation commune de travailleurs français et allemands à Paris le 28 mai 2009

tir rapidement à une implosion de l'UE. Cette fragmentation ouverte a pour causes l'instabilité inhérente au système monétaire de l'UE et le fait que celle-ci est constituée d'Etats nationaux concurrents ayant des niveaux différents de productivité du travail. Ces disparités, exacerbées par la crise, se reflètent dans les différentiels de taux d'intérêt sur les emprunts publics et les bons du Trésor.

L'impérialisme allemand a fait d'énormes profits en abaissant les salaires en Allemagne même et grâce à l'introduction de l'euro, et il voudrait que cela continue. L'Allemagne a depuis des années une balance commerciale excédentaire, financée par un endettement privé et public massif dans les autres pays de la zone euro. Cet excédent a été encore amplifié par le fait que la monnaie commune aide l'Allemagne à continuer à exporter ses produits industriels à bas prix dans toute la zone euro. La bourgeoisie allemande n'est pas disposée à réduire cet excédent ; elle argumente au contraire que le problème vient des pays qui ont un déficit commercial.

Ordinairement, chaque pays a sa propre monnaie et un pays endetté peut remédier partiellement à ses difficultés et restaurer sa compétitivité en procédant à une dévaluation. Mais ceci n'est pas possible avec une union monétaire. La bourgeoisie allemande exige que les pays endettés effectuent des coupes sombres dans les salaires, les retraites et les prestations sociales. Autre proposition : le capital allemand prêterait davantage aux pays plus pauvres de la zone euro – mais la bourgeoisie allemande y est farouchement opposée. Martin Wolf écrivait dans un billet sur l'éclatement de la zone euro (*le Monde*, 20 septembre) : « Voici ce que j'ai entendu de la bouche d'un haut responsable italien : "Nous avons renoncé aux soupapes de sécurité traditionnelles qu'étaient l'inflation et la dévaluation, en échange de faibles taux d'intérêt. Or, à présent, nous ne bénéficions plus de la faiblesse de [ces] taux." Puis il a ajouté : "Il serait préférable de sortir [de l'Union monétaire] plutôt que d'endurer trente ans de souffrances." Ces remarques traduisent une perte de confiance dans le projet et dans les partenaires. »

Il n'y a pas d'issue pour des pays endettés comme la Grèce dans le cadre imposé par la bourgeoisie allemande. Les coupes sombres dans les dépenses publiques ont eu l'effet déflationniste attendu – depuis un an, l'économie grecque s'est contractée de 7,5 %. La contraction de l'économie veut dire moins d'impôts qui rentrent, ce qui accroît le déficit et suscite des exigences d'austérité accrues. En même temps, beaucoup de commentateurs bourgeois, de droite comme de

gauche, mettent en garde contre les conséquences apocalyptiques qu'aurait une sortie de la Grèce de la zone euro. Mais cela dépend des conditions qui lui seront imposées. Après que l'Argentine avait arrimé sa monnaie au dollar américain, son économie entra dans une profonde récession et le pays se déclara en faillite en 2001. Les investisseurs qui avaient acheté des obligations argentines perdirent 70 % de leur argent, à l'indignation des milieux bancaires internationaux. Après cette banqueroute, l'Argentine détacha sa monnaie du dollar et l'économie se redressa, mais d'abord les salaires moyens diminuèrent de 30 %.

L'exemple de l'Argentine montre bien que la Grèce s'en porterait probablement beaucoup mieux si elle se déclarait insolvable, quittait la zone euro et réintroduisait sa propre monnaie. Ceci pourrait briser le cercle vicieux dans lequel le pays s'enfonce ; cependant, quitter la zone euro ne mettrait pas le prolétariat grec à l'abri de la récession économique mondiale et des ravages du capitalisme. En Grande-Bretagne (qui est membre de l'UE mais pas de la zone euro), le gouvernement conservateur de David Cameron sabre dans les dépenses avec tout autant de zèle que ses congénères continentaux. Le 30 novembre, les travailleurs du secteur public britannique ont fait une grève d'une journée, très suivie, contre des mesures d'austérité qui incluent des menaces de licenciements et la prolongation du gel des salaires. La révolution socialiste est la seule solution pour mettre fin au chômage, aux baisses de salaire, à la guerre impérialiste et autres ravages du capitalisme décadent.

### L'axe franco-allemand brinquebale encore, jusqu'à ce qu'il rompe

Inquiet pour la stabilité de la zone euro (et de l'économie française), le président Nicolas Sarkozy avait d'abord soutenu la création d'euro-obligations (« eurobonds »), c'est-à-dire des obligations émises en commun par les Etats de la zone euro ; ou alors la Banque centrale européenne aurait acheté directement des bons du Trésor pour renflouer les pays en difficulté. Mais Merkel n'était pas d'accord, sachant qu'au bout du compte ces plans seraient financés par l'Allemagne. L'administration Obama aussi a demandé à Merkel de cracher au bassin. Le fond de l'affaire : rien ne pourra se faire sans



Affrontements entre flics et demandeurs d'asile africains près d'un centre de rétention à Bari, en Italie

l'aval de Berlin. En tant que pays crédeur, l'Allemagne insiste sur la nécessité d'un budget en équilibre et d'un euro fort (un deutschemark déguisé), l'inflation étant considérée comme la pire des calamités. Justification avancée : le souvenir des deux périodes d'inflation qu'a connues l'Allemagne en 1923 et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale – en faisant semblant d'ignorer les effets tout aussi désastreux de la politique de déflation menée pendant la récession du début des années 1930.

Quand José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a proposé de créer des euro-obligations, baptisées « obligations de stabilité », le quotidien populaire de droite allemand *Bild* (23 novembre) a titré : « La Grande-Bretagne, les Américains et l'UE tout entière. Le monde entier veut notre argent. » Pendant ce temps, en France, Jacques Attali, un ancien conseiller de Mitterrand, rappelait qu'au siècle dernier l'Allemagne a par deux fois entraîné l'Europe dans des guerres suicidaires, avant d'ajouter : « Aujourd'hui, c'est de nouveau au tour de l'Allemagne de tenir dans sa main l'arme du suicide collectif du continent » (*le Monde*, 25 novembre). Le PCF s'est plaint à son tour, dénonçant une capitulation de Sarkozy devant Merkel et l'accusant d'avoir commis un « Munich financier » (*l'Humanité*, 28 novembre), en référence à la décision de la France et de la Grande-Bretagne, en 1938, de ne pas entrer en guerre contre l'Allemagne de Hitler après que celle-ci eut occupé la région des Sudètes.

Lors du sommet de l'UE qui s'est tenu fin octobre, les chefs d'Etat des dix pays non membres de la zone euro ont été exclus de la discussion sur la crise de l'euro. Cela a suscité une protestation du Premier Ministre britannique Cameron, qui a fait remarquer que la crise dans la zone euro avait un impact ailleurs aussi, y compris à Londres, qui est un centre financier international. Sarkozy a rétorqué à Cameron, qui hier encore était à ses côtés pour bombarder la Libye : « Tu as perdu une bonne occasion de la fermer. On en a marre que vous nous critiquez, et que vous disiez quoi faire. Vous dites détester l'euro, vous n'avez pas voulu le rejoindre, et maintenant vous voulez vous ingérer dans nos réunions. »

L'UE se désagrège sous l'effet des tensions dues aux intérêts nationaux conflictuels. On voit aussi ces tensions à l'œuvre dans l'introduction de restrictions au droit de se déplacer au sein de l'UE, un droit censé être garanti par les accords de Schengen. En 2010, environ 400 000 personnes

## Pour contacter la Ligue trotskyste

### Paris

Le Bolchévik  
BP 135 -10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 01 42 08 01 49

### Rouen

LTF, Centre 316,  
82 rue Jeanne D'Arc  
76003 Rouen  
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

### Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A  
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)



qui voulaient émigrer vers l'UE ont été bloquées à ses frontières. Aux Pays-Bas, en Finlande, au Danemark et dans d'autres pays de l'Europe du Nord, des partis populistes anti-immigrés gagnent en influence, encouragés par des campagnes gouvernementales chauvines menées sous prétexte de « guerre contre le terrorisme », et dont les musulmans sont la cible principale. Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans tous les pays, de lutter pour les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et tous les réfugiés ! A bas l'UE et la « forteresse Europe » raciste !*

### Le SPD et Die Linke au secours du capitalisme

En réponse aux attaques des capitalistes provoquées par la crise dans l'UE, le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD) insiste qu'il est absolument nécessaire que la classe ouvrière européenne, et en particulier le puissant prolétariat allemand, utilise l'arme de la lutte de classe. Le Premier Mai 2010, le SpAD est intervenu pour la « *Solidarité avec les travailleurs grecs !* » et « *pour la lutte de classe contre la bourgeoisie allemande !* » (*Spartakist* n° 183, mai 2010, reproduit dans *le Bolchévick* n° 193; septembre 2010) Les principaux obstacles à cette lutte sont les partis ouvriers réformistes, le SPD et Die Linke (Parti de gauche), et avec eux la bureaucratie syndicale et les groupes de gauche qui gravitent autour d'eux.

Le SPD s'est prononcé cet été pour les euro-obligations. Peer Steinbrück, ancien ministre SPD des Finances, expliquait pourquoi dans une interview au *Spiegel* (12 septembre) : « Il faut expliquer à la population que l'UE, telle qu'elle est, est la réponse à la fois à 1945 et au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un monde totalement chamboulé, avec de nouveaux poids lourds, et que l'Allemagne bénéficie de la poursuite de l'intégration européenne sur le plan politique, économique et sociétal. Et bien sûr, cela veut dire que les Allemands vont devoir payer. Mais c'est de l'argent bien investi dans notre avenir et dans l'avenir de l'Europe, dans la paix et la prospérité. »

Steinbrück et le SPD jouent ici avec la peur de la guerre, qui reste vive dans beaucoup de pays d'Europe après deux guerres mondiales. Ils ont un culot incroyable : pendant la récente guerre des Balkans, c'était le gouvernement dirigé par le SPD qui a été en 1999 le premier gouvernement allemand depuis la Deuxième Guerre mondiale à faire intervenir son armée à l'extérieur du pays. Les divergences entre le SPD et Merkel sont strictement tactiques; elles se résument à un débat pour savoir ce qui est le mieux pour l'impérialisme allemand. Son soutien au projet d'euro-obligations reflète la crainte que la ligne dure de Merkel ne détruise l'UE, ce qui risquerait de tuer la poule aux œufs d'or du capitalisme allemand qui a permis aux sociaux-démocrates de continuer à souper à la table du capital allemand. Le SPD est un exemple typique de ce que Lénine appelait un parti ouvrier-bourgeois : un parti avec une base ouvrière, notamment par l'intermédiaire des syndicats, mais avec un programme et une direction totalement procapitalistes. En 1914, le SPD avait foulé aux pieds le

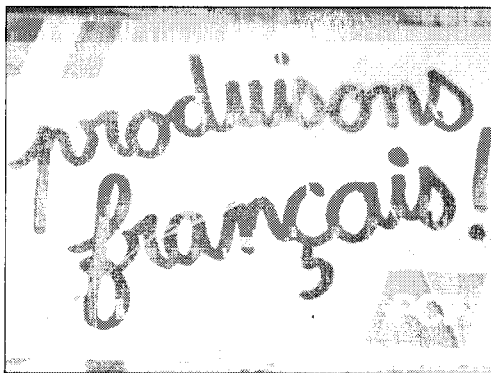
drapeau de l'internationalisme prolétarien en votant pour les crédits de guerre de l'impérialisme allemand. C'est depuis ce jour-là un ennemi mortel de la révolution.

Die Linke résulte de la fusion de l'ex-parti stalinien au pouvoir en RDA et d'une scission du SPD, cette dernière incluant une fraction de la bureaucratie syndicale. Ce parti est perçu par beaucoup de militants de gauche et de militants ouvriers comme une alternative au SPD. Il peut parler un peu plus que le SPD de solidarité avec la Grèce, mais, comme le SPD, il accepte le cadre de l'UE et de la monnaie unique, tout en argumentant que cette alliance de brigands impérialistes pourrait mener une politique plus progressiste. D'où son soutien aux euro-obligations. Mais depuis quand la solidarité ouvrière avec les masses grecques attaquées consiste-t-elle à plaider pour que le gouvernement accorde des prêts bancaires à un taux d'intérêt très légèrement moins élevé ?

Die Linke a pour visage de gauche sa vice-présidente Sahra Wagenknecht, membre de la « plate-forme communiste » – laquelle n'a rien de communiste. Elle avance l'argument absurde que le budget des Etats doit « se libérer de sa dépendance envers les marchés des capitaux ». Pour ce faire, elle souhaite la création d'une banque publique européenne qui offrirait des taux d'intérêt plus favorables. Seul un social-démocrate indémodable peut imaginer que le budget d'un gouvernement capitaliste puisse être indépendant du marché capitaliste ! Et il existe déjà en Europe des centaines de banques nationalisées ; elles obéissent toutes aux règles du système du profit capitaliste. Les plans réformistes de Wagenknecht ne sont que de la poudre aux yeux destinée à dissimuler le soutien de Die Linke à l'exploitation capitaliste. Ils en connaissent un rayon sur les budgets gouvernementaux, étant donné qu'à Berlin et dans d'autres régions ils participent à des gouvernements régionaux qui procèdent à des licenciements et à des coupes sombres dans les dépenses publiques.

La fédération syndicale allemande, le DGB, a dépensé beaucoup d'argent des cotisations de ses adhérents pour faire publier dans les journaux des encarts publicitaires qui proclamaient « *Oui à l'Europe ! Oui à l'euro !* » Pendant ce temps, la « solidarité » des bureaucrates du DGB avec la classe ouvrière grecque en lutte contre la crise s'est limitée à quelques discours du Premier Mai et peut-être à une lettre de soutien. Aucune lutte n'a été menée contre le gouvernement allemand ou les capitalistes allemands, qui sont les partisans les plus déterminés des mesures d'austérité qui frappent avec tant de violence la classe ouvrière en Grèce, au Portugal et dans d'autres pays.

Cette même bureaucratie syndicale social-démocrate



Le Bolchévick



Affiche des années 1980, éditorial de *L'Humanité* du 15 décembre 2011... Le PCF persiste et signe, prônant le protectionnisme : faire bloc avec sa propre bourgeoisie contre les travailleurs d'autres pays – une réponse réactionnaire aux attaques capitalistes.

contribue à renforcer l'impérialisme allemand et sa domination dans l'UE en participant activement à une baisse massive des salaires réels. Les traîtres qui dirigent le DGB, adeptes de la collaboration de classes, colportent le mensonge que ce qui est bon pour l'entreprise et pour l'Allemagne serait bon aussi pour les ouvriers. Les dirigeants syndicaux ont tout récemment donné leur accord à une baisse des salaires de 20 % pour tous les nouveaux salariés de la Lufthansa sur le nouvel aéroport de Berlin. Cet accord honteux sera bientôt utilisé pour imposer une baisse des salaires générale à la Lufthansa. Il est urgent de défendre les salaires et les conditions de travail au moyen de la lutte de classe : il faut syndiquer les non-syndiqués ! A travail égal, salaire égal ! Assez de divisions entre salariés en CDI, en intérim ou en CDD ! Une entreprise, un syndicat, une grille de salaires ! Forgeons une direction syndicale lutte de classe, en lien avec la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire !

## Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

En 1929, Léon Trotsky dirigeait l'Opposition de gauche qui luttait pour le bolchévisme authentique contre la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste ; il écrivait :

« Avec elle [l'Opposition de gauche], l'avant-garde prolétarienne d'Europe dira aux maîtres du jour : "Pour unifier l'Europe, il faut avant tout vous arracher le pouvoir. Nous le ferons. Nous unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre l'ennemi, et cet ennemi c'est le monde capitaliste. Nous en ferons la gran-

diose place d'armes du socialisme combattant. Nous en ferons la pierre angulaire de la Fédération socialiste du monde." »

– « Le désarmement et les Etats-Unis d'Europe »  
(octobre 1929)

Des Etats-Unis socialistes d'Europe, en conjonction avec la conquête du pouvoir par le prolétariat aux Etats-Unis, au Japon et dans le monde entier, jetteront les bases d'une véritable division internationale du travail dans une économie planifiée ; ceci accroîtra formidablement la productivité de la société. En instaurant une égalité authentique pour les peuples d'Europe, on éradiquera la cause des guerres impérialistes qui tant de fois ont amené l'Europe au bord de l'anéantissement.

La classe ouvrière multiethnique d'Allemagne, avec ses différentes composantes issues des pays méditerranéens, des Balkans et de l'Europe de l'Est, et qui ont souvent apporté avec elles des traditions de lutte de classe plus combatives, contient en son sein les liens vivants avec les luttes des travailleurs grecs, des travailleurs turcs et kurdes en Turquie, et des travailleurs des autres pays. Une lutte de classe menée par les travailleurs allemands trouvera un écho formidable au sein du prolétariat français ; elle sera une source d'inspiration pour la classe ouvrière des autres pays. Un élément clé de notre perspective trotskyste est de reforgez la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution prolétarienne ; c'est à cela que travaillent la Ligue communiste internationale et sa section allemande, le SpAD.

– Traduit de Workers Vanguard n° 992, 9 décembre 2011

## Chine...

Suite de la page 32

Quand les accords commerciaux et les accords d'assistance entre la Chine et les pays africains ont commencé à se multiplier il y a cinq ans, des voix impérialistes ont tiré la sonnette d'alarme. Paul Wolfowitz, le président de la Banque mondiale, fustigeait les crédits très favorables accordés par les banques d'Etat chinoises qui, protestait-il, ne remplissaient pas les « normes sociales et environnementales ». Cela de la part d'un homme qui, quelques années auparavant, avait compté parmi les principaux architectes des guerres de l'administration Bush en Afghanistan et en Irak ! Pour sa part, le quotidien britannique *Daily Mail* (18 juillet 2008) titrait avec des relents de guerre froide antisoviétique : « *Comment la Chine est en train de s'emparer de l'Afrique et pourquoi l'Occident doit VRAIMENT s'en inquiéter* ».

Cette campagne a provoqué en Chine un débat parmi certains universitaires et responsables gouvernementaux sur le rôle de la Chine en Afrique, évidemment dans les limites définies par la politique globale fixée par la bureaucratie stalinienne de Pékin. Un article intitulé « La pratique du concept diplomatique chinois de "société harmonieuse" – une analyse des rapports sino-africains ces dernières années », signé Ge Zhiguo, condamnait fort justement « la politique de l'Occident en Afrique depuis longtemps », qui non seulement « n'a pas donné à l'Afrique la prospérité et la stabilité », mais qui a « plongé beaucoup de pays africains dans un chaos et une violence ethnique prolongés » (*Gaoxiao Sheke Dongtai* [Perspectives de sciences sociales dans l'enseignement supérieur], troisième numéro de 2007 ; les traductions, y compris celle-ci, sont faites par nos soins).

Charniers du roi Léopold au Congo belge, camps de concentration britanniques au Kenya, soutien américain à

l'apartheid en Afrique du Sud : le bilan des impérialistes occidentaux en Afrique se décline en massacres, travaux forcés et répression brutale des mouvements indépendantistes et des luttes ouvrières. De fait, cette barbarie avait pour précurseur la mise en esclavage des Africains au début du capitalisme mercantile. Loin de moderniser ces sociétés, l'asservissement impérialiste a renforcé leur arriération et leur misère. Faisant remarquer que les investissements de la Chine en Afrique ont de toutes autres motivations, Ge Zhiguo appelait Pékin à réformer certaines de ses propres méthodes, pour répondre au ressentiment des Africains vis-à-vis du traitement que subissent les ouvriers dans les entreprises chinoises et de la concurrence par le bas qu'imposent les entrepreneurs chinois aux entreprises locales.

Conformément au programme trotskyste, la Ligue communiste internationale est pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure. Nous soutenons le droit qu'a la Chine de faire du commerce pour obtenir ce dont elle a besoin afin de poursuivre son développement. Mais nous savons que les investissements de la Chine et ses programmes d'assistance sont déterminés, non par l'internationalisme prolétarien, mais par les intérêts étroitement nationalistes de la bureaucratie du PCC. Ceux-ci s'expriment fondamentalement dans le dogme stalinien de « la construction du socialisme dans un seul pays » et son corollaire, la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme (que le PCC appelle aujourd'hui « société harmonieuse »). Opposé à la perspective de la révolution prolétarienne internationale, le régime du PCC s'accommode de l'impérialisme (il s'est notamment associé, comme nous allons le voir, aux Etats-Unis et à l'Afrique du Sud pour soutenir les forces antisoviétiques en Angola) et donne un soutien militaire et politique aux régimes bourgeois « amis » en Afrique et ailleurs qui répriment brutalement les ouvriers et

les pauvres des villes et des campagnes.

Le rôle que joue la Chine en Afrique est **contradictoire** ; il reflète les contradictions qui assaillent la Chine elle-même en tant qu'Etat ouvrier à régime bureaucratique, dans un monde dominé par l'impérialisme. La défense et l'extension des acquis de la Révolution chinoise requièrent une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie du PCC et la remplacera par un régime de démocratie ouvrière engagé à se battre pour le socialisme mondial.

### La Chine n'est pas capitaliste

Dans le cadre de la campagne antichinoise des impérialistes, on trouve sur la gauche des « socialistes » comme le Comité pour une internationale ouvrière (CIO) dirigé par Peter Taaffe [sa section française, la Gauche révolutionnaire, fait partie du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot] ou le Secrétariat unifié (SU) de feu Ernest Mandel [dont les militants en France sont à l'origine du NPA]. Dans un article daté du 30 mars 2008 (« La Chine en Afrique »), Alternative socialiste (SAV), la section allemande du CIO, accusait la Chine de n'être « qu'un joueur parmi d'autres » dans le « jeu » de l'exploitation des pays africains. SAV déclarait que « la Chine, comme les autres pays impérialistes, ne cherche qu'à exploiter leurs ressources et leurs marchés aussi efficacement que possible ». Dans la revue *Inprecor* du SU (décembre 2006-janvier 2007), Jean Nanga – présenté par ailleurs comme « militant marxiste révolutionnaire congolais » – dénonçait de même la soi-disant « ambition mondiale » de la Chine qui serait selon lui « motivée par l'intérêt capitaliste ».

Il n'est nullement surprenant que le CIO et le SU se soient enrôlés sans vergogne dans la croisade anticommuniste contre la Chine. Le SU et le prédécesseur du CIO s'étaient prostitués à la « démocratie » bourgeoise en acclamant toutes sortes de contre-révolutionnaires, soutenus par les impérialistes, qui s'étaient rangés contre les ex-Etats ouvriers déformés soviétique et est-européens, comme Solidarność en Pologne, ou la racaille réactionnaire qui s'était massée sur les barricades de Boris Eltsine à Moscou en août 1991.

Le SU concentre sa stalinophobie sur la Chine ; il encense des « dissidents » pro-impérialistes comme Liu Xiaobo, lauréat du prix Nobel de la « paix » et partisan des guerres menées par les Etats-Unis au Vietnam, en Irak et en Afghanis-

tan (voir « Hongkong : Les pseudo-trotskyistes encensent Liu Xiaobo, laquais des impérialistes », *le Bolchévik* n° 197, septembre). Nos camarades de la Spartacist League/Britain faisaient remarquer que, de son côté, le CIO a salué des émeutes anticommunistes au Tibet et a pris ouvertement la défense de Taiwan « démocratique » ; Taiwan, qui est capitaliste, est soutenu depuis longtemps par les impérialistes américains et japonais pour viser la République populaire de Chine (voir « La Chine n'est pas capitaliste », *Workers Hammer* n° 202, printemps 2008). Peter Taaffe aime déclarer pompeusement que la « transition » vers un capitalisme pleinement développé « n'est pas encore totalement achevée » (« Halfway House » [A mi-chemin], *Socialism Today*, juillet-août). Cela n'est qu'un peu de vernis pour couvrir le soutien concret et constant du CIO aux forces de la contre-révolution capitaliste.

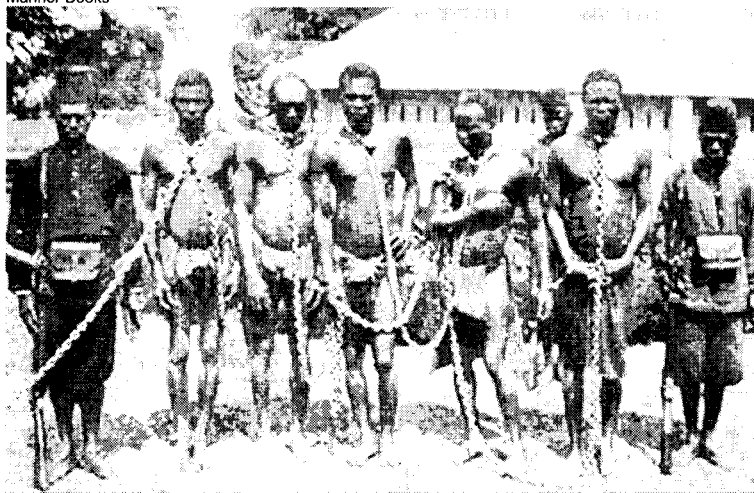
Le tumulte sur le rôle de la Chine en Afrique a commencé à prendre une sérieuse ampleur en 2006 en réaction au conflit du Darfour dans l'Ouest du Soudan, qui a eu pour conséquence de nombreux massacres et le déplacement de quelque deux millions de personnes chassées de chez elles. Ce conflit avait pour cause immédiate les attaques de milices *janjawid* – qui sont basées sur des musulmans nomades – lancées par le gouvernement de Khartoum contre des forces de guérilla basées sur des populations d'agriculteurs également musulmans. Aux Etats-Unis, la droite chrétienne, les sionistes et nombre de libéraux en vue ont mené une campagne exigeant une intervention impérialiste pour « sauver le Darfour » et diabolisant la Chine qui a lourdement investi dans la production pétrolière soudanaise et qui a développé des liens étroits avec le régime d'Al-Bachir, à qui elle fournit des équipements militaires. Se joignant à cette cabale, l'article de 2008 de SAV se plaignait que « le régime chinois, qui importe 8 % de son pétrole du Soudan, a montré durant le récent conflit qu'il se soucie beaucoup de ses profits et beaucoup moins du sort de la population locale ».

Il est à noter qu'une campagne anticommuniste était l'un des facteurs qui ont poussé la Chine à se tourner de plus en plus vers l'Afrique pour son approvisionnement en pétrole. Cette campagne enragée, menée en grande partie par la bureaucratie syndicale américaine, avait réussi à faire capoter en 2005 le projet d'acquisition d'Unocal, une société pétrolière établie aux Etats-Unis, par la China National Offshore

Journal de France/O'Medias

Ci-dessous : occupation coloniale du Congo sous le roi belge Léopold II. A droite : rafle à Alger fin mai 1956, sous le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet.

Mariner Books



Oil Company. La section américaine du CIO, qui s'appelle aussi Alternative socialiste, s'était déjà jointe la même année aux actions anti-Chine en cosignant un tract appelant l'université de Harvard à désinvestir de PetroChina, une autre entreprise d'Etat chinoise, et d'Unocal.

Les tirades antichinoises des libéraux et des pseudo-socialistes sont peut-être populaires à Londres, à Paris et dans d'autres centres impérialistes, où la majorité de la gauche répand le mensonge que la Chine est capitaliste ou qu'elle en a irrémédiablement pris le chemin. Mais ce message ne passe pas aussi bien en Afrique. Là, l'aide chinoise à la construction d'hôpitaux, d'écoles et autres infrastructures contraste singulièrement avec l'héritage laissé par les vrais impérialistes : extrême pauvreté, arriération sociale, conflits tribaux et ethniques. Le dépeçage de l'Afrique par les puissances européennes lors de la conférence de Berlin de 1884-1885 avait signalé l'émergence de l'impérialisme moderne. Ainsi que l'expliquait Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), les pays industriels avancés, à la recherche de matières premières et d'une main-d'œuvre bon marché, sont de plus en plus contraints d'exporter du capital vers les pays plus retardataires. La concurrence inter-impérialiste qui en résulte a conduit à deux guerres mondiales et à d'innombrables aventures coloniales, au prix de destructions terribles et d'un nombre incalculable de morts.

On voit dans la valeur des marchandises créées que les investissements de la Chine en Afrique ont un objectif fondamentalement différent. Toute marchandise – depuis les produits miniers jusqu'aux biens manufacturés – possède à la fois une valeur d'usage (en tant qu'objet de consommation désirable) et une valeur d'échange (qui se reflète à peu près dans le prix du marché). Sous le capitalisme, les propriétaires des usines et autres moyens de production amassent des profits en embauchant des ouvriers pour produire des marchandises, dans le but d'augmenter la valeur d'échange. Les investissements de la Chine à l'étranger, qui sont financés par plusieurs banques d'Etat, sont motivés non par le profit mais par le besoin de matières premières pour ses propres industries collectivisées – c'est-à-dire l'extraction de la valeur d'usage.

Princeton Lyman, un fonctionnaire du Département d'Etat [Ministère des Affaires étrangères] américain, que l'on ne peut soupçonner d'être un marxiste, le reconnaissait dans un rapport présenté en 2005 à la commission Etats-Unis-Chine du Congrès :

« Pour promouvoir ses intérêts, la Chine utilise divers instruments d'une façon que les nations occidentales ne peuvent que lui envier. La plupart des investissements de la Chine se font à travers des sociétés d'Etat dont les investissements n'ont pas d'obligation de rentabilité en eux-mêmes à partir du moment où ils servent les objectifs globaux chinois. C'est ainsi que le représentant en Ethiopie d'une entreprise de construction chinoise d'Etat a pu révéler avoir reçu l'instruction de Pékin d'être moins-disant sur plusieurs appels d'offres sans aucune considération de profit. L'objectif à long terme de la Chine en Ethiopie est l'accès à de futurs investissements dans les ressources naturelles, et pas les profits des entreprises de construction. »

Le fait que la Chine prenne part au commerce mondial ne la rend pas pour autant capitaliste ou impérialiste. C'est parce que l'investissement chinois *n'est pas* motivé par le profit capitaliste que ses effets sont si radicalement différents de ceux que produit l'exploitation impérialiste des pays du tiers-monde. Martyn Davies, directeur du réseau Chine-Afrique à l'université de Pretoria en Afrique du Sud, fait l'éloge des Chinois, disant qu'ils sont « *les plus grands bâtisseurs d'infrastructures* » en Afrique (« Le prochain empire ? », *Atlan-*

*tic*, mai 2010) ; c'est un sentiment que partage l'universitaire américaine Deborah Brautigam dans son livre extrêmement flatteur de 2009 sur le rôle de la Chine en Afrique, *The Dragon's Gift* ([Le cadeau du dragon], Oxford University Press).

## Les pressions du marché mondial

La nécessité pour la Chine d'importer des matières premières est devenue aiguë il y a une dizaine d'années, lorsque la Chine continentale a cessé d'être en mesure de fournir l'essentiel du pétrole et des minerais métalliques dont avait besoin son industrie, en raison de sa croissance économique en forte hausse. Du fait de sa politique de « mondialisation », la Chine importait en 2009 52 % de son pétrole et 69 % de son minerai de fer.

La situation de la Chine contraste avec celle de l'Etat ouvrier soviétique issu de la Révolution d'octobre 1917 qui avait été dirigée par le Parti bolchévique. Suite à l'échec des révolutions prolétariennes dans les pays européens plus avancés, particulièrement en Allemagne, une caste bureaucratique conservatrice dirigée par Staline usurpa le pouvoir politique à partir de 1923-1924. L'Union soviétique, profondément marquée par l'arriération héritée du tsarisme et des effets dévastateurs de la guerre impérialiste et de la guerre civile, disposait en abondance de minerai de fer, de pétrole, de bois et autres matières premières. Staline et Cie utilisèrent ce fait comme argument pour justifier l'idée réactionnaire et utopique que le socialisme pouvait être réalisé dans la seule Russie soviétique. Avec cette idée ils jetaient par-dessus bord la conception marxiste élémentaire que, pour réaliser le socialisme – une société d'abondance matérielle –, il faut le pouvoir ouvrier international, en particulier dans les pays industriellement développés.

Sur la base de son économie planifiée, l'Union soviétique connut dans les années 1930 une croissance phénoménale alors que le reste du monde était empêtré dans les effets de la crise de 1929. Mais l'URSS ne pouvait par ses seules ressources et ses seuls efforts rattraper, et encore moins dépasser, le niveau technologique et la productivité du travail des pays capitalistes avancés. Des décennies de pression militaire et économique impérialiste se conjuguèrent à la mauvaise gestion bureaucratique et à la trahison par les staliniens d'occasions révolutionnaires ailleurs dans le monde ; mortellement affaibli, l'Etat ouvrier soviétique fut détruit par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992.

Suite à cette catastrophe, la direction du PCC s'est livrée à une étude interne destinée à réfléchir au moyen d'éviter un destin similaire tout en restant dans le cadre du programme stalinien nationaliste du « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». Le régime a tiré notamment la conclusion que l'Union soviétique avait consommé trop de ressources à essayer de soutenir la concurrence avec les impérialistes sur le plan militaire et sur d'autres plans. Il a été décidé que la Chine, au contraire, étendrait et approfondirait ses liens avec le marché capitaliste mondial. Pékin est maintenant un partenaire si « responsable » sur le marché mondial que l'économiste en chef de la Banque mondiale, l'une des principales institutions qui mettent en œuvre les diktats impérialistes, est Justin Yifu Lin, un des économistes chinois les plus réputés !

Dans le cadre de sa stratégie de « mondialisation », la Chine soutient de plus en plus des interventions militaires menées dans le tiers-monde par les Nations Unies, une association de malfaiteurs impérialistes et de leurs victimes. Cela représente un tournant par rapport à la politique qu'avait adoptée le régime du PCC quand la Chine avait été admise à

l'ONU il y a 40 ans. Comme l'observe Stefan Stähle dans « Le changement d'attitude de la Chine vis-à-vis des opérations de maintien de la paix menée par les Nations Unies », un article paru dans la revue universitaire *China Quarterly* (septembre 2008) :

« Au début, la Chine rejetait totalement l'idée d'un maintien de la paix par l'ONU. Pékin considérait toutes les interventions de l'ONU comme étant manipulées par les grandes puissances, notamment parce que la Chine avait été la cible de la première action de répression dirigée par les Etats-Unis et autorisée par les Nations Unies en 1951 [*sic*, c'était en fait en 1950] durant la guerre de Corée [...]. Mais depuis 1981, lorsque la Chine a commencé à s'ouvrir au monde, les diplomates chinois ont voté en faveur de toutes les missions pour mettre en œuvre des tâches traditionnelles de maintien de la paix ou pour gérer des transitions. »

En clair, les « tâches de maintien de la paix » se traduisent par la répression sanglante et l'imposition du diktat impérialiste. La Chine a commis le crime de prêter ses propres forces militaires et de police à de semblables opérations de « maintien de la paix », de Haïti au Soudan. Comme le faisait remarquer Chris Alden dans son livre *China in Africa* (Zed Books, 2007), « La majorité des forces chinoises de maintien de la paix, en fait, sont basées en Afrique ; cela fait de la Chine, de tous les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le plus gros contributeur aux opérations de maintien de la paix. » En tant qu'internationalistes prolétariens, nous exigeons que la Chine mette fin à sa participation aux missions militaires de l'ONU.

Etant donné que l'économie de la Chine continue à croître alors que les pays impérialistes sont empêtrés dans une récession apparemment sans fin – preuve la plus récente que le système de production pour le profit est source de crises –, il pourrait sembler que Pékin a effectivement trouvé un moyen de contourner les pressions qui, au bout du compte, avaient conduit l'Union soviétique à l'effondrement. Mais une telle idée repose sur une croyance fallacieuse dans la stabilité de l'ordre capitaliste mondial et dans les bonnes intentions envers la Chine de ses partenaires commerciaux impérialistes qui dominent le marché mondial.

En Chine même, la stupéfiante croissance économique a pour effet d'exacerber les tensions sociales et entre les classes. A cause notamment des « réformes de marché », un énorme fossé s'est creusé entre, d'une part, les responsables gouvernementaux corrompus, les entrepreneurs capitalistes et les petits-bourgeois privilégiés et, d'autre part, les centaines de millions de prolétaires – dans les entreprises d'Etat et les entreprises privées – et de paysans pauvres. Une vague de grèves l'an dernier dans les usines automobiles et autres entreprises privées n'en était qu'un aspect : il y a un énorme accroissement de ce que le régime du PCC nomme « incidents de masse » – arrêts de travail, assemblées de pétitionnaires, protestations contre la corruption, etc. Le nombre de ces incidents a été multiplié par deux depuis 2006, atteignant 180 000 en 2010.

Tôt ou tard, le régime stalinien mènera la Chine au bord du gouffre, ce qui posera la menace d'une contre-révolution capitaliste. Dans le même temps, l'antagonisme entre la bureaucratie et les masses travailleuses chinoises prépare le terrain pour une révolution politique prolétarienne pour chasser le régime stalinien parasitaire. Le prolétariat chinois a besoin de la direction d'un parti léniniste-trotskyiste qui combatte les apôtres de la contre-révolution « démocratique » (notamment ceux qui affichent ce programme sous des couleurs « socialistes » ou même « trotskystes »), et qui arrache

la classe ouvrière au nationalisme stalinien. Guidée par une telle direction, une Chine des conseils ouvriers et paysans promouvrait la révolution prolétarienne dans le monde. Avec les ouvriers au pouvoir, la capacité industrielle et technologique du Japon, des Etats-Unis et de l'Europe occidentale serait mise au service du développement de la Chine dans tous ses aspects dans le cadre d'un ordre socialiste mondial.

## La « non-ingérence » : soutien au pouvoir bourgeois

En réponse à l'accusation de « néocolonialisme » de la Chine vis-à-vis de l'Afrique, beaucoup d'universitaires et de porte-parole du gouvernement chinois font valoir la politique suivie par Pékin de « non-ingérence » dans les affaires intérieures d'autres pays. Dans un article d'une revue universitaire, Liu Naiya faisait l'éloge de l'aide de la Chine aux ex-colonies en Afrique, la qualifiant de « "cadeau" au nationalisme africain de la part d'un pays socialiste. En d'autres termes, il s'agit d'un investissement politique rationnel – une grande démonstration de l'amitié fraternelle du communisme international » (« Avantage mutuel : l'essence des rapports sino-africains – réponse à l'accusation de "néo-colonialisme chinois en Afrique" », *Xiya Feizhou* [Asie de l'Ouest et Afrique], août 2006).

Les porte-parole du PCC aiment rappeler l'aide et le soutien diplomatique que la Chine avait donnés à certains mouvements africains qui luttèrent pour l'indépendance contre le pouvoir colonial. Et il ne fait aucun doute que l'aide et les investissements chinois stimulent le développement dans beaucoup de pays africains. Mais c'est à mille lieues de l'internationalisme socialiste. Les accords commerciaux que signe la Chine s'accompagnent de la « condition politique » que Pékin ne fera rien pour contrarier ses partenaires commerciaux bourgeois. Ainsi les staliniens chinois aident à **soutenir** l'ordre capitaliste qui maintient les masses d'ouvriers et de paysans africains dans une misère extrême. L'empressement du PCC à soutenir des régimes bourgeois réactionnaires était manifeste dès la Conférence des nations afro-asiatiques de 1955 à Bandung, en Indonésie, lors de laquelle Zhou Enlai exposa les « Cinq principes de la coexistence pacifique », dont celui de s'abstenir de faire pression sur d'autres pays pour qu'ils changent de système économique. La justification « anti-impérialiste » de ce programme de collaboration de classes était usée jusqu'à la corde, comme le montrait clairement la politique de coexistence pacifique que menait au même moment le régime de Mao vis-à-vis du Japon, le bastion impérialiste de l'Asie.

En soutien à la politique de Pékin, on mentionne généralement la construction par la Chine de Mao du chemin de fer Tanzanie-Zambie dans les années 1970. C'était, il est vrai, une action significative qui avait nécessité un travail et des sacrifices énormes de la part des ouvriers chinois. Mais le PCC donnait simultanément un soutien politique au régime tanzanien de Nyerere alors que celui-ci réprimait les luttes syndicales élémentaires des ouvriers pauvres.

En cela, les staliniens chinois ont montré leur parenté politique avec la bureaucratie du Kremlin. L'aide soviétique fut cruciale dans la construction du barrage d'Assouan en Egypte, achevée en 1970. Avec cette aide étaient envoyés des conseillers militaires soviétiques, et même plus. En fait, Moscou a fourni au régime bonapartiste bourgeois égyptien de Nasser davantage d'armes modernes qu'au Nord-Vietnam pendant toute la lutte héroïque de celui-ci contre l'impérialisme américain ! Par ailleurs le Parti communiste soudanais,

aligné derrière l'Union soviétique, s'était subordonné à l'homme fort nationaliste bourgeois, Nemeiri, et il trahit une occasion révolutionnaire qui se termina par un massacre des communistes au début des années 1970. Avec le même programme de collaboration de classes, le Parti communiste sud-africain (SACP) est plongé depuis 80 ans dans une alliance avec le Congrès national africain (ANC) et, aujourd'hui, il aide à faire appliquer les diktats du capitalisme de néo-apartheid, dans le cadre du gouvernement bourgeois dirigé par l'ANC.

Les marxistes révolutionnaires reconnaissent qu'un *Etat ouvrier* peut être contraint de signer des accords commerciaux et diplomatiques avec des Etats capitalistes. Mais il ne faut pas confondre cela avec la tâche du *parti communiste*, qui est de diriger la lutte pour la révolution prolétarienne. Au temps de Lénine, l'Etat ouvrier soviétique a signé en 1922 le traité de Rapallo avec l'Allemagne capitaliste, un accord qui incluait une coopération militaire. Simultanément, les bolchéviks constituaient la force dirigeante dans l'Internationale communiste, cherchant à forger des partis communistes en mesure de diriger les ouvriers, notamment en Allemagne, jusqu'à la prise du pouvoir.

Un régime révolutionnaire chercherait également à utiliser les biens détenus à l'étranger comme arme dans la stratégie prolétarienne internationaliste. Léon Trotsky a abordé cette question au sujet du chemin de fer de la Chine orientale qui avait été construit par la Russie tsariste dans le but de piller la Chine, et qui était resté propriété soviétique après la révolution d'Octobre. En 1929, deux ans après avoir massacré des dizaines de milliers de communistes et autres militants chinois, le régime de Chiang Kai-shek provoqua un conflit militaire avec l'Union soviétique, qui était alors dirigée par la bureaucratie stalinienne, au sujet du contrôle du chemin de fer. Dans « La défense de l'URSS et l'opposition » (septembre 1929), Trotsky s'élevait contre ceux qui traitaient d'« impérialiste » la stratégie soviétique dans cette affaire. Il soulignait : « Nous considérons le chemin de fer de la Chine orientale comme un des instruments de la Révolution mondiale, et, plus immédiatement, des Révolutions russe et chinoise. [...] Mais tant que nous aurons des possibilités et des forces, nous protégerons cette voie contre l'impérialisme, la préparant à être livrée à la Révolution chinoise si celle-ci est victorieuse. »

Trotsky poursuivait : « Le caractère d'entreprises socialistes de cet ordre, la direction qui leur sera donnée, les conditions de travail, tout cela doit être réglé de manière à relever l'économie et la culture des pays arriérés avec l'aide du capital, de la technique, de l'expérience des Etats prolétariens plus riches, pour le plus grand avantage des deux parties. » Trotsky envisageait ainsi la façon dont une dictature prolétarienne en Grande-Bretagne procéderait en Inde avec les concessions des anciens dirigeants impérialistes :

« En même temps, l'Etat ouvrier, sans abandonner lesdites concessions, devrait en faire l'instrument, non seulement d'un



Bohemia

Des conseillers chinois en compagnie de l'Angolais Holden Roberto (troisième à partir de la gauche), dirigeant du FNLA, qui prit part avec l'UNITA en 1975 à une guerre financée par la CIA contre le MPLA soutenu par l'Union soviétique. Mao accueille Nixon à Pékin en 1972 lorsque la Chine scelle une alliance antisoviétique avec l'impérialisme américain.



Magnum

relèvement économique de l'Inde, mais de sa future reconstruction socialiste. Il va de soi qu'une telle politique, indispensable également dans l'intérêt de la consolidation d'une Angleterre socialiste ne pourrait être appliquée qu'en complet accord avec l'avant-garde du prolétariat indien et devrait assurer des avantages évidents aux paysans de l'Inde. »

## La trahison antisoviétique du PCC

La perspective tracée par Trotsky est diamétralement opposée au programme nationaliste et *antirévolutionnaire* des staliniens chinois. On en voit une preuve frappante dans l'alliance criminelle qu'avait forgée le régime de Mao avec l'impérialisme américain contre l'Union soviétique que les maoïstes fustigeaient et calomniaient, disant qu'elle était « *social-impérialiste* » et l'« *ennemi principal* » des peuples du monde.

L'un des fruits de cette trahison fut la dévastation de l'Angola par des décennies de guerre. Après avoir arraché son indépendance du Portugal en 1975, le pays fut précipité dans une guerre civile entre trois forces de guérilla nationalistes : le MPLA, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et le Front national pour la libération de l'Angola (FNLA). Au début, nous n'avions, en tant que marxistes, donné de soutien à aucun des camps en présence, qui étaient tous des mouvements nationalistes petits-bourgeois aspirant à consolider un régime bourgeois.

Cette situation allait cependant vite changer. Avec l'aide de l'Union soviétique, le MPLA prit le contrôle de la majorité des zones importantes, y compris Luanda, la capitale, et proclama l'Angola « république populaire ». En réaction, les Etats-Unis imposèrent l'unification de l'UNITA et du FNLA et leur fournirent des armes pendant que l'Afrique du Sud et le Portugal envoyaient des centaines de soldats pour essayer de renverser le MPLA. La guerre civile se transforma ainsi en guerre par procuration entre l'impérialisme américain et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Les marxistes avaient clai-

rement un côté dans ce conflit : pour la victoire militaire du MPLA. La Chine de Mao, au contraire, *soutint activement le FNLA/UNITA financé par la CIA* et envoya même des instructeurs militaires pour entraîner les assassins anti-communistes. Les responsables américains firent remarquer que Washington était en position de « *réduire l'aide aux mouvements anticomunistes, parce nous étions satisfaits de laisser les Chinois faire le travail sur le terrain* » (cité dans *le Monde*, 5 décembre 1975). Cette déclaration témoignait bien du rôle joué par la Chine. Autant pour la « non-ingérence » !

Quand les troupes sud-africaines lancèrent un blitzkrieg en direction de Luanda, un journal officiel chinois, *Peking Review* (21 novembre 1975), publia une déclaration politique venant de haut qui condamnait « *l'expansion et l'ingérence grossière de l'Union soviétique* », et ne mentionnait même pas l'invasion par l'armée de l'apartheid ! L'aide soviétique puis l'intervention des héroïques troupes cubaines renversèrent finalement la situation, et les agents des impérialistes et leur garde avancée sud-africaine furent refoulés. Mais la guerre civile se prolongea. Les ponts avaient été détruits par les bombes, les mines terrestres jonchaient les routes rurales et les champs, et les infrastructures urbaines s'étaient quasiment effondrées, ce qui aggrava énormément la profonde arriération du pays.

Les masses angolaises ont payé de leur sang la trahison des staliniens chinois, qui ont par la suite su profiter de la misère de l'Angola et d'autres pays d'Afrique subsaharienne à laquelle ils avaient eux-mêmes contribué. Plus fondamentalement, dans la mesure où le PCC a aidé matériellement les forces antisoviétiques réactionnaires soutenues par l'impérialisme, de l'Afrique australe à l'Afghanistan dans les années 1970 et 1980, il a contribué à la destruction de l'URSS elle-même, une défaite catastrophique pour les ouvriers et les opprimés du monde entier, y compris en Chine.

### **Pour l'internationalisme prolétarien !**

Du fait qu'ils sont guidés par les intérêts nationaux étroits de la bureaucratie de Pékin, les investissements de l'Etat chinois à l'étranger dressent souvent les entreprises chinoises et leurs dirigeants contre les ouvriers qu'ils emploient. Les mines, installations pétrolières et projets de construction financés par la Chine surgissent un peu partout en Afrique, mais s'accompagnent d'abus contre les ouvriers : pratiques de recrutement discriminatoires, bas salaires, actions ouvertement antisyndicales. Une étude citée par Deborah Brautigam dans *The Dragon's Gift* a révélé que des entreprises de construction chinoises en Namibie violaient les lois sur le salaire minimum et l'obligation de formation dans le cadre de la « discrimination positive », et qu'elles ne versaient pas les cotisations sociales. Les ouvriers chinois en Afrique mènent aussi bataille contre les mauvais traitements dont ils sont victimes. Selon Brautigam, lorsque 200 ouvriers chinois du BTP en Guinée équatoriale se sont mis en grève en mars 2008, il y a eu des heurts avec les forces de sécurité locales qui se sont soldés par la mort de deux ouvriers.

Il y a un fait que la presse bourgeoise, tout comme celle de gauche, passe virtuellement sous silence : parmi les pires attaques contre les ouvriers africains, beaucoup sont menées par des entrepreneurs chinois privés qui se collent comme des sangsues aux programmes d'investissement de la Chine, avec l'approbation de Pékin. En 2010 deux contremaîtres chinois ont abattu 13 mineurs dans la mine de charbon de Collum en Zambie au cours d'une protestation pour les salaires. L'année suivante les autorités zambiennes ont décidé de ne pas enga-

ger de poursuites, ce qui a provoqué la colère en Zambie. La mine, que la presse présentait comme « appartenant à des Chinois », n'était pas une entreprise d'Etat mais la propriété d'un investisseur privé, gérée par ses quatre frères cadets.

Les marxistes soutiennent les ouvriers qui luttent pour les droits syndicaux ainsi qu'un salaire et des avantages sociaux décents, y compris lorsqu'ils luttent contre des employeurs chinois. En même temps, il faut combattre les démagogues nationalistes et les dirigeants syndicaux traîtres qui, sous prétexte des abus contre les ouvriers, prennent le train en marche des impérialistes contre la Chine. Par exemple, la COSATU, confédération syndicale sud-africaine, membre de l'Alliance tripartite aux côtés de l'ANC et du SACP, vitupère depuis longtemps contre les importations de vêtements chinois qui coulent les fabricants locaux.

Avec ce genre de protectionnisme, on répand le mensonge que le prolétariat (majoritairement noir) d'Afrique du Sud aurait un « intérêt national » commun avec la classe capitaliste (majoritairement blanche) sud-africaine ; cela montre la banqueroute des bureaucrates de la COSATU qui prétendent défendre la solidarité ouvrière internationale. Cela nourrit également la campagne pour la contre-révolution en Chine en renforçant la main des impérialistes, dont la puissance militaire et économique constitue un obstacle formidable à la révolution prolétarienne en Afrique du Sud et ailleurs. La défense de la Chine et des autres Etats ouvriers déformés – Cuba, Corée du nord, Vietnam et Laos – est d'une importance vitale pour lutter pour un avenir socialiste en Afrique, dont la classe ouvrière sud-africaine, combative et stratégiquement concentrée, détient la clé. On ne fera pas de nouveaux acquis si on est incapable de défendre ceux que l'on a déjà !

Les marxistes doivent aussi combattre le chauvinisme qui imprègne la bureaucratie d'Etat chinoise et ses représentants à l'étranger. Du fait que les budgets et les délais sont fixés par Pékin, les sociétés chinoises emploient souvent des ouvriers venant de Chine plutôt que recrutés localement. Pour défendre ces pratiques, le directeur général de la China National Overseas Engineering Corporation, une entreprise d'Etat, déclarait : « *Les Chinois sont capables de supporter de très grosses charges de travail. Il s'agit d'une différence culturelle. Les Chinois travaillent jusqu'à ce que la tâche soit terminée et ils se reposent ensuite.* » Il se plaignait que les ouvriers zambiens étaient « *comme les Britanniques* » : « *Ils font la pause pour prendre le thé et ils ont beaucoup de jours de congé. Pour notre société de construction, cela signifie que ça coûte beaucoup plus cher* » (cité par Chris Alden dans *China in Africa*). Ces commentaires en disent long sur le mépris qu'éprouvent les bureaucrates chinois vis-à-vis des ouvriers, tant africains que chinois.

Un gouvernement des conseils ouvriers et paysans en Chine qui hériterait des activités à l'étranger d'entreprises d'Etat chinoises ferait des efforts particuliers pour recruter et former des ouvriers locaux, avec des droits syndicaux et des salaires et avantages sociaux supérieurs à ceux pratiqués localement. De même, un tel régime réglerait leur compte aux bourgeois qui ont pris de l'ampleur en Chine suite aux « réformes de marché » et qui ont aussi trouvé une place en Afrique. Surtout, il suivrait les traces de l'Etat ouvrier soviétique des premières années en œuvrant à la victoire du pouvoir ouvrier sur l'ensemble de la planète. C'est pour forger les partis léninistes d'avant-garde nécessaires pour diriger cette lutte que la LCI combat pour reforger la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 987, 30 septembre

## Les pseudo-trotskyistes dans le camp de la contre-révolution

# Clameurs hystériques sur le rôle de la Chine en Afrique

En août 2009, Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat [chef de la diplomatie] américaine, faisait une visite en Angola à l'occasion de la signature d'un accord majeur entre le gouvernement dirigé par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et Chevron, le géant pétrolier américain. Clinton en a profité pour annoncer d'autres investissements venant s'ajouter à une précédente promesse de Washington d'aider à la construction de deux barrages hydroélectriques. Pour les nationalistes bourgeois du MPLA, ces accords représentaient en quelque sorte un tournant de la part des impérialistes américains. Depuis son indépendance, arrachée au Portugal en 1975, l'Angola avait été déchiré par une guerre civile dévastatrice pendant près de 30 ans. Durant une grande partie de cette période, les Etats-Unis avaient fourni un soutien militaire et financier aux forces de guérilla alliées à l'Afrique du Sud de l'apartheid qui menaient une guerre réactionnaire pour déloger du pouvoir le MPLA, alors soutenu par l'Union soviétique et Cuba. De plus, les capitalistes américains avaient fait montre de peu d'empressement à investir en Angola après la fin officielle de la guerre civile en 2002.

C'est dans un but précis que Clinton montrait un visage amical au gouvernement du MPLA : l'année précédente, l'Angola était devenu le premier partenaire commercial africain de la Chine, le plus puissant aujourd'hui des pays où le capitalisme a été renversé. L'Angola fournit à la Chine près de 15 % de son pétrole et devance l'Arabie saoudite comme principal exportateur de pétrole vers la Chine. En retour, Pékin fournit des crédits à faible taux d'intérêt pour



Xinhua

**Equipe de travail sur un forage géothermique au Kenya. Une société pétrolière chinoise d'Etat procède à 30 forages de ce type.**

construire des hôpitaux, des écoles, des systèmes d'irrigation et des routes. Des accords similaires ont été conclus avec d'autres pays comme le Soudan, l'Algérie, la Zambie et la République démocratique du Congo, pour assurer pétrole et minerais métalliques à l'industrie en pleine essor de la Chine continentale.

Pour les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes, qui ont subi une défaite historique avec la Révolution chinoise de 1949, tout cela ne constitue pas un heureux événement. La Révolution de 1949, menée par une armée de guérilla paysanne conduite par le Parti communiste chinois (PCC) de Mao Zedong, a créé un Etat ouvrier, quoique déformé bureaucratiquement dès sa naissance. Avec la mise en place, les années suivantes, d'une économie collectivisée et centralement planifiée, les bases étaient jetées pour d'énormes progrès sociaux pour les ouvriers, les paysans, les femmes et les minorités nationales. Les impérialistes cherchent depuis 1949 à renverser le pouvoir du PCC grâce à une contre-révolution qui rétablirait en Chine une exploitation capitaliste sans entraves. A cette fin, ils utilisent les pressions et menaces militaires et soutiennent les mouvements et « dissidents » anticommunistes intérieurs et, depuis plus de 30 ans, ils ont pénétré l'économie de la Chine continentale grâce aux « réformes de marché » du PCC.



EPA

**Le barrage de Méroé, construit par la Chine, alimente le Soudan en électricité.**

*Suite page 26*